

**Présenté par**  
**Valérie PÉCRESSE**  
Présidente du conseil régional  
d'Île-de-France

**STRATÉGIE RÉGIONALE POUR LA FORÊT ET LE BOIS- ACTE 2**

## Sommaire

<a href="#">EXPOSÉ DES MOTIFS</a>	3
<a href="#">ANNEXES AU RAPPORT</a>	7
<a href="#">ANNEXE 1 - Liste des consultations</a>	8
<a href="#">ANNEXE 2 - Feuille de route SRFB 2023-2028</a>	10
<a href="#">ANNEXE 3 - Contribution IDF Nature</a>	12
<a href="#">ANNEXE 4.- Brochure Sylv'ACCTES</a>	15
<a href="#">PROJET DE DÉLIBÉRATION</a>	18
<a href="#">ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION</a>	22
<a href="#">ANNEXE 1 : Bilan de l'acte 1 de la stratégie régionale forêt bois</a>	23
<a href="#">ANNEXE 2 : stratégie régionale forêt bois acte 2</a>	31
<a href="#">ANNEXE 3 : Pacte pour l'avenir des forêts privées francliennes</a>	51
<a href="#">ANNEXE 4: convention CNPF</a>	60

## EXPOSÉ DES MOTIFS

**Il y a près de 6 ans, la Région adoptait une Stratégie pour la forêt et le bois** (rapport n° CR 2017-185 du 17 novembre 2017). Cet acte volontariste et inédit prenait le contrepied d'un long déclin de la filière, intervenu depuis les années 50, et aboutissant à la quasi-disparition de capacités de sciage des bois feuillus franciliens, pourtant réputés de qualité.

Notre ambition était de reconsidérer l'important potentiel des forêts et des usages durables du bois pour accélérer la transition écologique, le développement d'emplois verts, et l'attractivité de notre territoire (cf. bilan de la stratégie en annexe 1 de la délibération). Ainsi, la Stratégie comportait 4 objectifs portant sur l'ensemble des maillons de la filière :

1. Dynamiser et territorialiser la gestion de la forêt francilienne ;
2. Structurer la filière à l'échelle régionale et interrégionale ;
3. Stimuler le marché de la construction bois ;
4. Rapprocher la recherche, l'enseignement et le marché.

**Aujourd'hui, force est de constater que le renouveau de la filière forêt-bois francilienne est amorcé.** Celui-ci est stimulé par le secteur du bâtiment dont la part de construction bois est passée de 2 % en 2018 à plus de 7 % en 2021. Elle pourrait représenter 35 % des surfaces de plancher construites d'ici 2030, du fait de la mise en application progressive de la réglementation « RE 2020 » relative aux nouvelles constructions. En introduisant des seuils limites d'émission carbone des constructions, cette réglementation appelle à développer les usages du bois pour substituer des matériaux traditionnels (béton, acier, aluminium ...) nettement plus émetteurs, tout en stockant du carbone à longue durée de vie.

**D'autres facteurs, directement imputables à l'action régionale, attestent du développement de la filière forêt-bois sur le territoire,** parmi lesquels :

- **L'existence d'un écosystème d'acteurs** informés, formés et accompagnés, avec le soutien de la Région : professionnels du secteur adhérents (160) à l'interprofession FIBOIS IDF, collectivités forestières réunies au sein d'une Union régionale constituée en septembre dernier, acteurs de la construction bois et biosourcés signataires (56 en juin 2023) du Pacte Bois-Biosourcés ....
- **La modernisation et l'implantation de plus de 10 entreprises** (TPE et PME) de la transformation du bois et de la construction biosourcée, qui bénéficient d'un soutien et d'un accompagnement de partenaires mobilisés au côté de la Région au sein du Booster des industries du bois et des biosourcés ;
- **Le développement des usages du bois à longue durée de vie dans la construction bas carbone**, avec un soutien de 30 projets démonstrateurs par le dispositif Réflexe Bois-Biosourcés et l'incitation à utiliser des parts significatives de matériaux biosourcés par l'introduction de bonifications (à hauteur de 16 M€ fin 2022) dans les dispositifs de l'aménagement durable (contrats d'aménagement régionaux, 100 quartiers innovants et écologiques, réhabiliter plutôt que construire ...).

**La Région a également veillé à l'exemplarité de son action dans tous ses domaines d'intervention directe dans la filière.** En tant que première collectivité signataire du Pacte Bois-Biosourcés en novembre 2020, elle s'est engagée à doubler la part de bois dans les lycées construits ou réhabilités d'ici 2024, en doublant de 10 à 20 % le volume de bois introduit par surface de plancher. Elle a également affirmé son soutien à la gestion exemplaire des 11 000 ha de forêts régionales lors de la création d'Île-de-France nature, en novembre dernier.

**Ces avancées ont été complétées par les dispositifs du plan vert et de la stratégie pour la biodiversité.** La Région s'est notamment fortement engagée dans la création de la forêt de Maubuisson (1 000 ha) afin de reconstituer un maillon historique de la ceinture boisée du Grand Paris, dans le cadre du projet d'aménagement et de valorisation de la plaine lourdement polluée de Pierrelaye-Bessancourt.

**Si la poursuite d'un cadre stratégique d'intervention pour la filière forêt-bois conserve toute sa pertinence, ses priorités doivent toutefois être revues au regard des évolutions majeures survenues en 5 ans.** Il s'agit en premier lieu de prendre en compte les crises - climatiques, énergétiques, économiques, sociétales...- qui impactent fortement les forêts franciliennes, tout en ouvrant de nouvelles perspectives pour une valorisation efficiente et durable des bois franciliens, en lien avec la structuration de la filière bois française, et la valorisation des essences feuillus composant la majorité de la ressource française, à contrario des autres Etats forestiers européens.

**Ainsi, la Région choisit de renouveler sa Stratégie de manière à affirmer et réorienter ses interventions sur 4 nouveaux objectifs à horizon 2030 (annexe 2 à la présente délibération) :**

- 1. Fédérer les acteurs forestiers et la société civile pour l'avenir des forêts franciliennes face aux dérèglements climatiques ;**
- 2. Développer un tissu diversifié d'entreprises de la filière ;**
- 3. Développer les emplois et les compétences en adéquation avec les besoins de la filière ;**
- 4. Faire de l'Île-de-France un pôle d'innovations pour la forêt et le bois français.**

Ces objectifs viennent confirmer les priorités affirmées par la COP Île-de-France en septembre 2020, et par le PRACC en septembre 2022. Ils sont fortement ancrés dans les compétences régionales en matière de soutien aux entreprises, de formation et d'emploi et ont ainsi vocation à mobiliser les dispositifs afférents.

Les moyens qui seront dédiés à la Stratégie interviendront ainsi en complément aux dispositifs de droits communs. Leur effet levier sur la mobilisation d'autres soutiens publics (fonds européens, notamment FEADER, France 2030...) et également privés (fonds participatifs) sera recherché et optimisé. Ainsi, le budget socle de soutien dédié aux forêts et à la filière sera établi sur la base d'une trajectoire annuelle minimale de 2 M€ de crédits régionaux en investissement, 0,760 M€ de FEADER pour les investissements en forêt sur la période 2023-2027 (dessertes, mécanisation, reboisements, ...), et 0,5 M€ de crédits régionaux en fonctionnement.

**L'acte 2 de la Stratégie se concrétisera à court terme selon une feuille de route prévue pour 2023-2025.** Plusieurs actions seront lancées de manière prioritaire :

- Dans le prolongement de la convention de partenariat conclue en 2021 avec l'ONF et IDF nature suite à la COP IDF pour l'adaptation des forêts publiques au changement climatique, **la Région portera un pacte (annexe 3 à la présente délibération) avec les organismes de la forêt privée pour soutenir la gestion durable des forêts privées (67% des forêts franciliennes), en tant que premier levier d'adaptation et de résilience aux aléas climatiques.**

Ce pacte engagera la Région au côté du syndicat des propriétaires forestiers Fransylva, du Centre national de la propriété forestière, de la chambre régionale d'agriculture, et de FIBOIS IDF autour d'objectifs communs pour 2030 : tripler les surfaces de forêts privées dotées de documents de gestion non obligatoires, mobiliser 100 propriétaires de plus de 4 ha dans la gestion adaptative de leur forêt. Dans ce cadre, la Région apportera un soutien aux actions à impact des partenaires, et ouvrira un nouveau dispositif pour déployer les documents de gestion durable (DGD) et les diagnostics sylvo-climatiques. Enfin, pour inciter les propriétaires à investir dans la gestion adaptative des forêts, la Région lancera le fonds forestier adopté par le PRACC en mobilisant 1 M€ de financements participatifs d'ici 2030, dans le cadre de la démarche portée par l'association Sylv'acctes.

- **En capitalisant sur l'expérience du Booster des industries du Bois et des Biosourcés lancé en 2020, la Région renforcera l'accompagnement des entreprises de tous les segments de la filière, afin de concrétiser les projets de développement et d'implantation les plus matures.** Elle renouvellera ses partenariats pour asseoir les stratégies des entreprises, en mobilisant les conseils appropriés, en lien notamment avec le programme Entrepreneur # LEADER. **Les entreprises d'exploitation forestière seront nouvellement ciblées par cet accompagnement** afin de palier à la pénurie de ces activités indispensables à la remise en gestion des forêts.
- **Un pacte pour l'emploi et la formation sera déployé avec les représentants de la filière, les services de l'Etat (DRIAAF, DRIETS, Pôle Emploi) et les Opérateurs de compétences de la filière,** sous la coordination du pôle formation et apprentissage. La Région sera ainsi amenée à mobiliser ses dispositifs au profit de la formation et des emplois en tension, afin d'assurer un accompagnement complet de la filière (programme régional des formations pour l'emploi, actions expérimentales ou innovantes soutenues par le PRIC, création d'écoles de production pour les métiers de la forêt et la construction bois, ...). L'agence de la promesse républicaine et de l'orientation aura vocation à soutenir ces efforts pour inciter à la découverte et au choix des métiers de la forêt et du bois.

Par ailleurs, **la déclinaison opérationnelle de l'acte 2 sera adossée à un règlement d'intervention unique, qui sera présenté au vote d'ici la fin de 2023.** Pour la lisibilité et la simplification de l'intervention régionale, ce règlement intégrera les dispositifs de l'acte 1 qui seront reconduits et amendés, ainsi que les dispositifs créés au titre de l'acte 2.

Pour mener à bien les ambitions portées par cet acte 2 de la Stratégie Régionale Forêt Bois, il est également proposé dès à présent de soutenir de nouvelles structures, et d'affecter un montant **85 000 €** d'autorisations d'engagement disponible sur le chapitre 936 « Action Economique », code fonctionnel 6312 « Autres », programme HP 6312-011 (63011) « Forêt et écomatériaux », action 16301102 « Forêt, bois et matériaux biosourcés », soit :

- 70 000 € à la délégation francilienne du Centre National de la Propriété Forestière Île-de-France /Centre-Val-de-Loire (CNPFF), pour la mise en œuvre d'un programme annuel d'actions en faveur de la gestion durable des forêts privées du territoire, en application du Pacte pour l'adaptation des forêts privées au changement climatique ;
- 15 000 € de cotisation à l'association Sylv'acctes, dans le cadre de mise en œuvre de la fiche 8.3 du Plan Régional d'Adaptation au Changement Climatique (CR 2022-058). Cette approche, qui se veut participative et collaborative, permettra de financer les travaux de reconstitutions des peuplements dégradés par le changement climatique, avec l'appui des acteurs de terrain déployés sur le territoire.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse', written in a cursive style.

**VALÉRIE PÉCRESSE**

## **ANNEXES AU RAPPORT**

## **ANNEXE 1 - Liste des consultations**











## ANNEXE 1

### LISTE DES CONSULTATIONS

CONSULTATIONS	PERSONNES	MODALITES
<b>Convention citoyenne organisée par FIBOIS idf et Respublica (septembre 2022 - mars 2023)</b>	Panel de 20 citoyens tirés au sort	Recueil et réponses aux questions et cahier de propositions des citoyens
<b>Etat / DRIAAF</b>	Benjamin GENTON, directeur adjoint Pierre Emmanuel SAVATTE, responsable du service forêt-bois	Entretien
<b>FIBOIS IDF</b>	Adhérents invités au webinaire de lancement de la consultation organisée par la Région Olivia JARNY, déléguée générale Catherine DESPORTES et Scarlett BOIARDI, déléguées adjointes	Webinaire à destination des adhérents (14/12/2022) Réunions bilatérales avec l'équipe de FIBOIS IDF
<b>IDF nature</b>	Christophe MAILLET, directeur Juliette FAIVRE, directrice de l'aménagement et de la gestion Loïc EON, responsable de la mission gestion, surveillance, chasse et pêche	Entretien
<b>Organismes représentatifs de la forêt privée francilienne</b>	Rémy FOUCHER, président de Fransylva IDF Christophe HILLAIRET, président de la Chambre d'agriculture de région île-de-France Jean-Pierre PIGANIOL, président CNPF idf et Centre Paul JARQUIN, président FIBOIS IDF	AG et séminaire (16 décembre 2022) Entrevue avec le vice-président Yann Wehring (11/04/2023)
<b>PNRs franciliens</b>	Directrices et directeurs Responsables de pôles et chargé-e-s de mission en charge de la forêt et des filières bois	Entretiens collectifs et individuels
<b>UICB (Union des Industriels et constructeurs bois et biosourcés)</b>	Frédéric CARTERET, président, et président du pôle de compétitivité Xylofutur Dominique COTTINEAU, délégué général	Entretien
<b>Région / POLE ARTE / direction de l'environnement</b>	Sébastien MAES, directeur de l'environnement Hugo ANEST, responsable du service biodiversité Clotilde CARRON, responsable du service air, climat, énergie et qualité de l'air	Entretien
<b>Région / POLE ENTREPRISES ET EMPLOIS</b>	Jonathan LEVEUGLE, directeur des aides aux entreprises Julien THEISSE, direction des politiques économiques, responsable du service filières et innovation	Entretien
<b>Région / POLE FORMATION PRO et APPRENTISSAGE</b>	Abdellah MEZIOUANE, Directeur des projets stratégiques insertion-formation-emploi Agathe LEGOND, Directrice de la mission PACTE	Entretien
<b>Région / POLE LOGEMENT TRANSPORT</b>	Sandrine LACAZE, directrice de l'aménagement durable du territoire Caroline BONAN - RICHARD, directrice adjointe de l'aménagement durable du territoire Marion BENOIST-MOUTON, Responsable du service stratégie et pilotage opérationnel	Entretien
<b>Région / POLE LYCEE</b>	Philippe AUZET, service études générales et environnementales Geoffroy MOREAU	Entretien
<b>Région / POLE TRESOR</b>	Delphine PELADE, directrice enseignement supérieur et orientation Nathalie WEINSTEIN, responsable du service projets immobiliers Cendrine CRUZILLE, Directrice recherche et transfert de technologie Romain VIDAL, responsable de service transfert de technologies	Entretien

## **ANNEXE 2 - Feuille de route SRFB 2023-2028**

**ANNEXE 2**  
**Acte 2 Stratégie régionale pour la forêt et le bois**  
**Feuille de route pour 2023-2028**

AMBITIONS	ENJEUX / OBJECTIFS STRATEGIQUES	Priorités pour la filière	ACTIONS REGIONALES (à poursuivre ou lancer)
<b>Fédérer les acteurs de la filière et la société civile pour l'avenir des forêts franciliennes</b>			Poursuivre la mise en oeuvre de la convention ONF-AEV-Région pour 2021-2025 pour l'adaptation des forêts publiques au changement climatique
	Soutenir la gestion durable et le renouvellement des forêts affectées par les changements climatiques et les risques associés (incendie notamment)		Porter un plan de gestion durable des forêts privées franciliennes pour leur adaptation au changement climatique
			Déployer le fonds forestier francilien (action du PRACC) sur des massifs forestiers à enjeux d'adaptation dans le cadre de démarches territoriales concertées.
	Favoriser la sensibilisation et la participation des franciliens (jeunes, riverains, associatifs, entreprises ...) et des élus locaux.		Soutien aux actions des partenaires pour la sensibilisation et la communication du grand public (scolaires, jeunes, riverains, associatifs ....)
<b>Reconstituer un tissu diversifié d'entreprises de la filière (amont-exploitants forestiers, bois-énergie, bois-construction)</b>	Constituer un réseau francilien d'entrepreneurs de travaux forestiers qualifiés		Soutenir la création d'une plateforme d'accompagnement des entreprises d'exploitation forestières dans leurs projets d'implantation, investissement, développement.
	Soutenir les investissements forestiers permettant de mobiliser et valoriser localement les bois franciliens.		Soutien à l'achat de machines et à l'entretien / création du réseau de dessertes des massifs forestiers.
	Lever les freins à l'implantation et au développement des entreprises de la filière répondant aux besoins du marché francilien de la construction durable.		Poursuivre la plateforme d'accompagnement des porteurs de projets avec les partenaires du Booster des industries bois et biosourcés
	Accompagner la structuration de filières locales bois-énergie		Soutien aux études et aux investissements pour la production, le stockage, et la commercialisation de plaquettes forestières destinées aux chaufferies collectives franciliennes
<b>Développer les emplois et les compétences en adéquation avec les besoins de la filière</b>	Informar, sensibiliser, communiquer sur les métiers de la filière auprès des jeunes (collègues, lycées, ....) et des personnes éloignées de l'emploi		Soutenir l'information et la communication sur les métiers et les formations de la filière
			Mettre en relation les entreprises qui recrutent avec les jeunes et les personnes en insertion / recherche d'emploi
	Développer la formation et l'emploi dans les métiers en tension de la forêt et du bois		Constituer une offre régionale de formation - initiale et professionnelle- répondant aux besoins des entreprises et attractive pour les publics cibles (jeunes, personnes en reconversion, insertion...)
<b>Faire de l'Île-de-France un pôle d'innovations pour les forêts et le bois français</b>	Soutenir la R&D pour l'avenir des forêts		Mobiliser la communauté des scientifiques franciliens et les forestiers pour l'avenir des forêts
	Démontrer les avantages des solutions biosourcés (bois, chanvre, paille...) dans les programmes de réhabilitation des bâtiments, notamment publics.		Accompagner des opérations démonstratives (soutien aux REX) avec des solutions biosourcés dans la réhabilitation.
	Développer les usages des bois français et feuillus, notamment franciliens dans des opérations démonstratives		Amender le dispositif Réflexe Bois Biosourcés pour un soutien aux prestations (ex ATEX) répondant à des objectifs d'intégration de produits bois français (ex : label bois de France) et notamment feuillus.

## **ANNEXE 3 - Contribution IDF Nature**

## ANNEXE 3

### CONTRIBUTION D'ÎLE DE FRANCE NATURE A L'ACTE 2 SRFB

#### 1. Fédérer les acteurs de la filière et la société civile pour l'avenir des forêts franciliennes

Soutenir la gestion durable et le renouvellement des forêts affectées par les changements climatiques et les risques associés (incendie notamment)

Île-de-France Nature met en œuvre une gestion durable et le renouvellement des forêts régionales au travers de la mise en œuvre de la Sylviculture mixte à couvert continu (SMCC). Les forêts régionales représentant près de 11 000 ha sont pour la plupart soumises au régime forestier, disposent d'un document d'aménagement et sont certifiées PEFC et FSC.

Île-de-France Nature, en partenariat avec l'université de la Sorbonne, met les forêts régionales à la disposition de support d'étude. Le stockage du carbone dans le sol et son temps de restitution dans l'air y est étudié.

Île-de-France Nature a eu une convention de partenariat avec le MNHN, ce qui permet d'avoir l'évolution du nombre de pieds d'asters dans les milieux humides en cours de restauration, les asters étant très difficile à déterminer hors fleur.

Île-de-France Nature met en œuvre, en application des documents aménagements rédigés par l'Office national des forêts, un programme ambitieux de dessertes forestières permettant de favoriser l'accès aux forêts par les usagers et le renouvellement de la forêt (sortie des bois de la forêt). Ces dessertes participent à la prévention des incendies en favorisant l'accès des secours en cas de sinistre.

Favoriser la sensibilisation et la participation des franciliens (jeunes, riverains, associatifs, entreprises ...) et des élus locaux.

Île-de-France Nature a mis en place des comités des élus et des comités d'usagers. Ils visent en particulier à présenter aux partenaires (publics/privés, associations) et aux usagers l'actualité de la vie du PRIF. C'est l'occasion d'un « Porter à connaissance » à l'attention des territoires de situation pour rendre compte des enjeux relevés et des actions engagées par Île-de-France Nature, considérant leur implication, notamment financière. Il s'agit aussi de mieux faire connaître la stratégie territoriale d'Île-de-France Nature, les espaces naturels régionaux et leurs intérêts/problématiques et de faire comprendre le fonctionnement de l'Agence, présenter les bilans d'activités, l'aménagement et la gestion des forêts ou des espaces naturels régionaux, les opérations en cours (études, notamment). Les documents d'aménagement forestiers sont présentés aux usagers à l'occasion de ces comités d'usagers. Par ailleurs, dans le cadre de la certification FSC, la concertation avec les parties prenantes est obligatoire.

Île-de-France Nature finance des animations ludiques, de sensibilisation et insolites dans le cadre de la Natur'Box pour faire découvrir aux Franciliens, de mars à décembre, l'incroyable richesse du patrimoine naturel qui les entoure. Une manière de porter un autre regard sur la région et de leur faire découvrir des trésors cachés, souvent situés à deux pas de chez eux. Les animations proposées se déroulent sur une propriété régionale ouverte au public, acquise, aménagée et gérée par Île-de-France Nature, sur des thèmes tels que l'écologie (eau, air, végétaux et écosystèmes, etc.), les paysages, la gestion des espaces naturels, le bien-être, l'histoire, la culture (photographie, théâtre, création artistique, etc.).

La brigade équestre interne de l'Agence permet par ailleurs de réaliser la surveillance des espaces naturels régionaux en portant les messages auprès du grand public : sensibilisation au respect des écosystèmes pour lutter contre les incivilités, pédagogie sur la gestion forestière...

## **Lutter contre le micro parcellaire et augmenter la surface forestière sous gestion**

Sur le sujet foncier, l'Agence œuvre à la restructuration foncière en milieu forestier avec deux actions menées au sein des PRIF :

- La procédure « biens vacants et sans maître », engagée par les communes de situation,
- La prospection foncière en vue de recueillir des accords de vente pour désenclaver des parcelles et étendre la propriété régionale.

## **2. Reconstituer un tissu diversifié d'entreprises de la filière (amont-exploitants forestiers, bois-énergie, bois-construction)**

Constituer un réseau d'ETF identifié et qualifié en Île-de-France pour lever le principal frein à la mobilisation de bois et à la gestion durable des forêts.

Île-de-France Nature, comme gestionnaire de propriété régionale, fait appel aux entreprises de travaux forestiers, notamment avec le développement du bois façonné, processus dans lequel l'Agence gère en régie certaines coupes. Dans ce cadre, Île-de-France Nature sélectionne des entreprises détentrices de labels tels que Quali'territoires, ETF Gestion durable, ou certifié PEFC ce qui prouve la forte implication de ces entreprises dans leur domaine.

## **3. Développer les emplois et les compétences en adéquation avec les besoins de la filière**

Informier, sensibiliser, communiquer sur les métiers de la filière auprès des jeunes (collègues, lycées, ..... ) et des personnes éloignées de l'emploi

Île-de-France nature est un pourvoyeur d'emploi régional puisque ses équipes sont constituées d'agents et de techniciens de terrain. L'Agence fait également appel à des stagiaires et à des apprentis, tant dans le domaine de la sylviculture que de la gestion des espaces naturels. Dans le cadre de la Natur'Box, et du Festival Nuit des forêts en juin 2023, certains techniciens de l'Agence présenteront d'ailleurs les caractéristiques de leur métier de gestionnaire forestier.

Île-de-France Nature mobilise également des marchés d'insertion pour tout ce qui concerne l'entretien de 2 espaces régionaux (hors travaux sylvicoles).

## **4. Faire de l'Île-de-France un pôle d'innovations pour les forêts et le bois français**

Soutenir la RetD pour l'avenir des forêts

Un réseau expérimental d'îlots d'avenir pourrait être testé en forêt régionale de Verneuil (78) afin d'expérimenter de nouvelles essences adaptées au climat du futur.

Au moment de la rédaction des plans d'aménagement, toutes les parcelles sont étudiées avec le protocole dites « placettes temporaires » qui permet de définir la maturité des essences, le degré de régénération présente, les essences présentes. Un vrai tableau de bord de la forêt !

Île-de-France Nature procède à des inventaires PSDRF (Protocole de Suivi Dendrométrique des Réserves Forestières Placettes permanentes de la RBI (PSDRF pour RNF) avec un protocole spécifique pour recenser le bois mort qui sert de support à de nombreuses espèces.

La forêt régionale de Ferrières possède un réseau de placettes permanentes (150 placettes) qui, quand elles sont remesurées tous les 10 ans, permettent de suivre l'impact de la gestion pratiquée. Ainsi, on peut voir si le prélèvement n'a pas dépassé l'accroissement naturel de la forêt. Cette campagne de mesures, permet aussi le calibrage de la campagne francilienne de Lidar en mesurant, sur des points précis, la hauteur des arbres.

Développer les usages des bois français et feuillus, notamment franciliens dans des opérations démonstratives

Île-de-France Nature souhaite valoriser le bois des forêts régionales au travers de la construction d'un bâtiment exemplaire destiné aux bureaux d'un de ces 3 territoires (au Nord-Ouest), abritant des techniciens et agents de terrain pour les départements 95 et 78. L'Agence souhaite également mettre en place d'une signalétique réalisée en bois issu des forêts régionales.

## **ANNEXE 4.- Brochure Sylv'ACCTES**



# Des forêts pour demain Sylv'ACCTES



©crédit photo Alain Doucé

## NOTRE MISSION

Sylv'ACCTES permet de construire les forêts de demain en finançant des actions forestières vertueuses qui ont systématiquement un impact positif sur le climat, la biodiversité et les paysages et en déployant des programmes spécifiques comme « Forêts en crise climatique » à l'échelle des massifs forestiers.

**IDENTIFIER** les actions à mener dans le cadre d'une concertation locale : collectivités, forestiers, usagers, associations de protection de la nature

**ACCOMPAGNER FINANCIEREMENT** les sylviculteurs privés/ publics qui déclinent ces actions sous forme de travaux dans leur forêt

**CONTROLLER** les travaux pour assurer un haut niveau de qualité : traçabilité des fonds, comité technique

## NOS ACTIONS

- FAVORISER les dynamiques de régénération naturelle au profit des essences forestières les plus adaptées
- DIVERSIFIER les essences et les classes d'âges pour rendre la forêt plus résistante
- SELECTIONNER ET ACCOMPAGNER les arbres qui feront la forêt de demain : les arbres d'avenir
- PLANTER des essences d'arbres adaptées quand la régénération naturelle est trop faible ou inadaptée
- LIMITER LES COUPES D'ARBRES pour préserver les sols
- CONSERVER des arbres morts ou remarquables pour la biodiversité

COLLECTIVITÉ





## LES ARBRES D'AVENIR

Arbres sélectionnés pour leur qualité et leur vigueur sur lesquels les forestiers concentrent les travaux d'amélioration.



## S'ENGAGER A NOS COTES POUR :

**AVOIR UN IMPACT** concret sur le territoire en accompagnant une gestion forestière vertueuse

**VALORISER UN LIEN DE SOLIDARITE** directe entre territoires urbains et territoires ruraux

**RENFORCER LA QUALITE** des paysages et l'identité du territoire

**CONFORTER LA FILIERE** bois locale et maintenir une activité économique en milieu

## QUEL PARTENARIAT ?

Vous devenez membre de l'Association et déployez votre Projet sylvicole Territorial (PST) pour agir sur vos forêts.

Vous devenez co-financeur de travaux sylvicoles incluant le programme « Forêts en crise climatique ».

Vous choisissez votre territoire d'implication et recevez périodiquement un rapport d'engagement financier

Vous relayer "J'aime ma forêt", la campagne de levée de fonds citoyenne pour la forêt de votre territoire.

25

massifs forestiers  
partenaires

4 000 Ha

de forêt accompagnés  
dans une gestion  
vertueuse

*Préserver le patrimoine  
forestier au coeur  
des territoires*

## REJOIGNEZ- NOUS !

TEL : 04.72.76.13.23

MAIL : [contact@sylvacctes.org](mailto:contact@sylvacctes.org)

SITE : <https://sylvacctes.org/>



## PROJET DE DÉLIBÉRATION DU 21 SEPTEMBRE 2023

### STRATÉGIE RÉGIONALE POUR LA FORÊT ET LE BOIS- ACTE 2

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment ses articles 107 et 108 ;

**VU** le règlement (UE) n°800/2008 de la Commission européenne publié au JOUE du 9 août 2008 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun adopté en application des articles 87 et 88 du traité (Règlement général d'exemption par catégorie) ;

**VU** le régime cadre exempté de notification N° SA.100189 (ex SA59106) relatif aux aides en faveur de l'investissement des PME adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par les règlements 2017/1084 publié au JOUE du 20 juin 2017, 2020/972 publié au JOUE du 07/07/2020 et 2021/1237 publié au JOUE du 29/07/2021 ;

**VU** le régime cadre exempté de notification N° SA 108915 relatif aux aides aux investissements, à l'assistance technique, à la recherche et au développement et à la coopération dans le secteur forestier pour la période 2023-2029, adopté sur la base du règlement (UE) 2022/2472 de la Commission européenne du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, publié au Journal Officiel de l'Union européenne (JOUE) du 21 décembre 2022 ;

**VU** la communication de la commission au parlement européen, au conseil, au comité économique et social européen et au comité des régions : nouvelle stratégie de l'UE en faveur de la biodiversité à l'horizon 2030, COM/2020/380 final du 20 mai 2020 ;

**VU** la communication de la commission au parlement européen, au conseil, au comité économique et social européen et au comité des régions : Bâtir une Europe résiliente - nouvelle stratégie de l'Union européenne pour l'adaptation au changement climatique, COM/2021/82 final du 24 février 2021 ;

**VU** la communication de la commission au parlement européen, au conseil, au comité économique et social européen et au comité des régions : nouvelle stratégie de l'Union européenne pour les forêts pour 2030, COM (2021) 572 final du 16 juillet 2021 ;

**VU** le code de la construction et de l'habitation ;

**VU** le code de l'énergie ;

**VU** le code de l'environnement ;

**VU** le code forestier ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, et notamment son article 78 ;

**VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

**VU** la loi n° 2019 -1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat ;

**VU** la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et le renforcement de la résilience face à ses effets ;

**VU** la délibération n° CR 43-16 du 17 mars 2016 relative à la création d'une aide régionale pour l'aménagement de 100 quartiers innovants et écologiques ;

**VU** la délibération n° CR 181-16 du 17 novembre 2016, relative à la création du contrat d'aménagement régional ;

**VU** la délibération n° CR 2017-50 du 9 mars 2017 relative au Plan vert de l'Île-de-France : la nature pour tous et partout ;

**VU** la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par la délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;

**VU** la délibération n° CR 2017-185 du 23 novembre 2017 portant approbation de la stratégie régionale pour la forêt et le bois 2018-2021 ;

**VU** la délibération n° CP 2018-137 du 16 mars 2018, relative à la mise en œuvre de la stratégie régionale pour la forêt et le bois : règlement d'intervention et conventions cadre / MAEC (1ère affectation) ;

**VU** la délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018 portant approbation de la stratégie énergie climat de la région Île-de-France ;

**VU** la délibération n° CR 2018-048 du 22 novembre 2018 portant approbation de la stratégie régionale pour l'essor des filières de matériaux et produits biosourcés en Île-de-France ;

**VU** la délibération, n° CR 2019-012 du 19 mars 2019 relative au pacte rural ;

**VU** la délibération n° CR 2019-060 du 21 novembre 2019 portant approbation de la stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 ;

**VU** la délibération n° CR 2020-055 du 19 novembre 2020 relative aux premières propositions issues de la COP Île-de-France 2020 pour l'aménagement durable des collectivités ;

**VU** la délibération n° CP 2021-198 du 1er avril 2021 portant sur la mise en œuvre des propositions issues de la COP pour l'aménagement durable et l'environnement ;

**VU** la délibération n° CR 2021-038 du 21 juillet 2021 modifiée portant délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente ;

**VU** la délibération n° CR 2021-039 du 21 juillet 2021 modifiée portant délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

**VU** la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

**VU** la délibération n° CR 2021-067 du 17 novembre 2021 portant sur la mise en révision du SDRIF en vue de l'élaboration d'un SDRIF environnemental ou SDRIF-E ;

**VU** la délibération n° CR 2022-029 du 19 mai 2022 relative au Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation d'Île-de-France (SRDEII) 2022-2028 ;

**VU** la délibération n° CR 2022-058 du 22 septembre 2022 relative au plan de protection, de résistance et d'adaptation de la région Île-de-France au changement climatique ;

**VU** la délibération n° CR 2022-057 du 22 septembre 2022 portant sur la demande de l'autorité de gestion régionale du fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) pour la période de programmation 2023-2027 ;

**VU** la délibération n° CR 2022-067 du 9 novembre 2022 relative au schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation pour 2013-2028 ;

**VU** la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

**VU** la délibération n° CR 2023-004 du 30 mars 2023 relative au contrat de plan régional pour le développement des formations et de l'orientation professionnelles (CPRDFOP) 2022-2027 ;

**VU** la délibération n° CP 2023-155 du 1<sup>er</sup> juin 2023 relative aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle 2ème rapport 2023 adoptant la charte de visibilité ;

**VU** la délibération n° CR 2023-028 du 12 juillet 2023 relative à l'arrêt du projet de Schéma directeur environnemental de la région Île-de-France ou SDRIF E ;

**VU** le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

**VU** l'avis du Conseil économique, social et environnemental d'Île-de-France ;

**VU** l'avis de la commission de l'environnement ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** le rapport n°CP 2023-367 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

**Article 1 :**

Approuve le bilan de la stratégie régionale pour la forêt et le bois figurant en annexe 1 à la présente délibération.

**Article 2 :**

Adopte l'acte 2 de la stratégie régionale pour la forêt et le bois figurant en annexe 2 à la présente délibération.

**Article 3 :**

Adopte le pacte pour l'avenir des forêts privées franciliennes figurant en annexe 3 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

**Article 4 :**

S'engage à porter un pacte pour l'emploi et la formation dans la filière forêt-bois, avec les représentants de la filière et les services de l'Etat.

**Article 5 :**

Approuve au titre de la Stratégie régionale pour la forêt et le bois, la convention entre la délégation Île-de-France Centre-Val de Loire du CNPF et la Région, figurant en annexe 4 à la présente délibération.

**Article 6 :**

Décide de participer au titre du dispositif « **Soutien régional des structures œuvrant dans les secteurs de la forêt, du bois et des matériaux biosourcés** », au financement du programme d'actions figurant en annexe 4 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 70 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention approuvée à l'article 5 de la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **70 000 €**, disponible sur le chapitre 936 « Action Economique », code fonctionnel 6312 « Autres », programme HP6312-011 (63011) « Forêt et éco-matériaux », action 16301102 « Forêt, bois et matériaux biosourcés », du budget 2023.

**Article 7 :**

Décide d'adhérer à l'association Sylv'acctes et de verser une cotisation d'un montant de 15 000 € au titre de l'année 2023.

Affecte une autorisation d'engagement de **15 000 €** disponible sur le chapitre 936 « Action Economique », code fonctionnel 6312 « Autres », programme HP 6312-011 (63011) « Forêt et éco-matériaux », action 16301102 « Forêt, bois et matériaux biosourcés », du budget 2023.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

**VALÉRIE PÉCRESSE**

## **ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION**

## **ANNEXE 1 : Bilan de l'acte 1 de la stratégie régionale forêt bois**

En Île-de-France, la **gestion durable des forêts et les usages durables du bois** représentent d'importants leviers pour la **transition écologique et l'amélioration des conditions de vie des franciliens**. Conscient de ces enjeux, l'Exécutif régional s'est doté d'un cadre stratégique structurant pour une intervention inédite en faveur de la filière forêt-bois.

Adoptée par délibération n° CR 2017-185 du 23 novembre 2017, la **Stratégie régionale pour la forêt et le bois (SRFB)** comporte 4 priorités :

1. **Dynamiser et territorialiser la gestion de la forêt francilienne ;**
2. **Structurer la filière à l'échelle régionale et interrégionale ;**
3. **Stimuler le marché de la construction bois ;**
4. **Rapprocher la recherche, l'enseignement et le marché ;**

De plus, la Région s'est également engagée en faveur de l'exemplarité de la gestion du patrimoine forestier régional (10 000 ha géré par Île-de-France nature), ainsi que pour la prescription du bois dans la construction et la réhabilitation durable des lycées.

Ces priorités ont été déclinées dans un **programme pluriannuel d'actions** mis en œuvre sur la période 2018-2022, avec des interventions opérationnelles visant des retombées positives à court et moyen terme, dont notamment :

- **création de valeur ajoutée** dans la filière ;
- **développement d'emplois non délocalisables** (1 t de bois matériau utilisé dans la construction équivaut à 10 ETP dans la filière) ;
- **atténuation des émissions carbonées par les effets conjugués (3S) de la filière forêt-bois** : séquestration du carbone par la gestion durable des forêts en croissance, substitution des émissions de matériaux de construction plus émetteurs par l'intégration de bois notamment en ossature, stockage à longue durée de vie du carbone biogénique du bois.

**En 5 ans (2018-2022), l'intervention de la Région s'est concrétisée sur toutes les priorités.**

**La Région a mobilisé un panel de leviers financiers.**

**Au titre de la mise en œuvre de la SRFB, elle a créé 5 dispositifs dédiés :**

- **Soutien aux organismes** intervenant en faveur du développement des filières forêt-bois et biosourcés franciliennes (rapport n° CP 2018-137 du 16/03/2018) ;
- **Réflexe Bois-Biosourcés**, soutenant des prestations spécialisées pour l'intégration de matériaux bois dans la construction (rapport n° CP 2018-228 du 30/05/2018) ;
- **Booster Bois-Biosourcés**, pour le soutien aux projets innovants lauréats d'AMI (rapport n° CP2019-378 du 17/10/2019) ;
- **Création et modernisation de petites scieries** (rapport n° CP2020-284 du 01/07/2020) ;
- **Création et développement d'unités industrielles pour la transformation des biosourcés** (rapport n° CP2021-037 du 21/01/2021).

**Ces dispositifs ont été mobilisés en étroite complémentarité avec les politiques de soutien aux entreprises** (stratégie # leader 2017-2021 et dispositifs activés au titre du plan de relance), **et environnementales** (stratégie régionale climat énergie, pour le soutien à l'usage chaleur du bois, stratégie régionale pour une économie circulaire avec notamment les soutiens du plan zéro déchet à la prévention et à l'élimination des dépôts sauvages en forêt).



**Les priorités en matière de gestion durable des forêts et de valorisation des bois franciliens** ont conduit à abonder :

- en cofinancement au FEADER, **3 mesures du programme de développement rural (PDR) francilien pour la programmation 2014-2022** (stratégies locales de développement forestier, création et amélioration de la desserte forestière, soutien à l'achat de matériel forestier pour améliorer la compétitivité des entreprises et permettre la mobilisation de bois) ;
- en cofinancement aux crédits d'Etat, un appel à projet du PIA3 pour la structuration des filières agricoles et forestières franciliennes ....

De plus, une opération pilote de renouvellement de forêts régionales en « impasse de gestion » a pu être menée dans le cadre d'une procédure de compensation forestière, liée au défrichement réalisé pour l'aménagement de l'Île de loisirs de la Corniche des forts (95). Cette opération a permis d'orienter plus de **400 000 €** d'indemnités réglementaires sur des travaux de plantation dans **6** forêts régionales situées à proximité de la Corniche des forts (Romainville).

**Les priorités en matière d'incitation aux usages durables du bois dans la construction** ont été infusées dans les **dispositifs de la politique d'aménagement durable du territoire**, avec l'introduction de bonifications significatives (dispositifs « 100 quartiers innovants et écologiques », « contrats d'aménagement régionaux », « réhabiliter plutôt que construire »), ainsi que dans le **CPIER vallée de la Seine**, en soutenant des expérimentations pour l'usage et le transport innovants de bois de hêtre normand dans les constructions de grandes hauteurs franciliennes.

Les **mesures de la première COP Île-de-France tenue en septembre 2020** ont aussi confirmé l'engagement de la Région pour l'avenir des forêts et de la filière bois francilienne, avec le soutien à l'action de partenaires pour l'adaptation des forêts aux dérèglements climatiques (convention Etat-AEV-Région adoptée par le rapport de mise en œuvre de la COP n° CP 2021 ...) et le lancement d'un AMI avec un pool de partenaires mobilisés pour accompagner l'implantation et le développement des industries de transformation des biosourcés.

**Des résultats tangibles ont été obtenus pour chacun des 4 axes.**

## **Axe 1 - Dynamiser et territorialiser la gestion de la forêt francilienne**

### **Des élus franciliens formés aux enjeux de la filière forêt-bois**

Les élus locaux possèdent un rôle central dans la politique forestière et dans l'aménagement du territoire, mais sont également les interlocuteurs privilégiés des habitants, du fait de leur proximité avec ces derniers. Ainsi, pour faciliter les échanges avec leurs concitoyens et permettre aux élus de prendre des décisions éclairées, la Région a souhaité apporter, dès 2018, un appui à la constitution d'un **réseau d'élus locaux** informés, sensibilisés et accompagnés sur les problématiques concernant la forêt et le bois. Animé par la Fédération nationale des communes forestières, ce réseau a atteint une masse critique (400 élus en 2022) justifiant la création d'une Union Régionale des Collectivités Forestières lors d'une assemblée constitutive accueillie le 26 septembre 2022 à la Région. Cette nouvelle organisation permettra d'impliquer plus fortement les élus au cœur de leurs préoccupations.

### **Une mobilisation de bois amplifiée dans les forêts franciliennes**

Dans le cadre du Programme de Développement Rural (PDR), diverses mesures ont pu être ouvertes en vue de soutenir l'amélioration des dessertes forestières, l'achat de matériel

permettant d'améliorer la performance économique et environnementale des activités forestières ou encore d'engager l'élaboration et l'animation de chartes forestières de territoires. Au total, plus de **100 projets ont pu être soutenus, représentant près de 14.7 M€ d'investissements**, en cofinancement à 7.4 M€ de FEADER.

### **Un partenariat pour permettre aux forêts de s'adapter au changement climatique**

Face aux risques que le changement climatique fait peser sur les forêts franciliennes, le Conseil Régional d'Île-de-France a souhaité co-construire un programme avec l'Office National des Forêts (ONF) et l'Agence des Espaces Verts (AEV) sur **3 leviers d'action pour l'adaptation des forêts publiques – domaniales et des collectivités (principalement régionales) - au changement climatique** : le curatif, le préventif, et le suivi de l'impact du climat sur les forêts d'Île-de-France. Ce partenariat s'est concrétisé par l'adoption d'une **convention, conclue pour 5 ans (2021-2025)**. Ainsi, depuis le début de mise en œuvre de la convention, la Région a apporté un soutien à hauteur d'1 M d'€ pour ces deux dernières campagnes de plantations, permettant de renouveler, au total, près de 400 ha de forêts.

## **Axe 2 - Structurer la filière à l'échelle régionale et interrégionale**

### **L'interprofession régionale de la filière forêt-bois, un relai pour déployer les objectifs de la Région**

Considérant que son intervention en faveur de la filière forêt-bois a vocation à être appuyée par une **interprofession régionale** robuste fédérant l'ensemble des acteurs de la filière, la Région a conclu une convention de partenariat avec Francilbois (association constituée en 2004) sur la durée de la SRFB.

Pour la période 2018-2022, la Région a soutenu des actions concourant aux objectifs de la SRFB, à raison de plus d'1 M€ (en moyenne 230 000 € / an). Une augmentation régulière du nombre d'adhérents (moins de 30 en 2018 ; 150 en 2022) est venue conforter la représentativité de l'interprofession francilienne sous le nouveau nom de FIBOIS IDF (2020) au sein du réseau des interprofessions régionales (FIBOIS France).

### **Favoriser le retour d'une industrie de transformation des bois qui répond aux besoins du marché francilien de la construction durable.**

Les matériaux biosourcés, au premier rang desquels figure le bois, présentent de nombreux atouts pour la transition écologique du secteur du bâtiment. Ainsi, le **développement de capacités de transformation des produits bois pour la construction** a été le principal levier activé pour la structuration de la filière. Réaffirmée par les parties prenantes à la COP Île-de-France de septembre 2020, cette priorité s'est concrétisée avec le lancement en 2021 et 2022 d'un **appel à manifestation d'intérêt pour Booster des filières de construction Bois et Biosourcés » (AMI B3)**. Cette initiative a permis d'identifier puis d'accompagner **10 projets de TPE et PME** présentant un potentiel significatif en matière de développement et d'innovation des filières de transformation des matériaux bois et biosourcés.

Grâce à la mobilisation de partenaires au côté de la Région, ces projets ont pu bénéficier d'un accompagnement « à la carte », portant notamment sur :

- **l'identification de sites d'implantation et soutien à l'investissement immobilier**, avec la participation de l'EPIF, de la Banque des Territoires, et de la société d'économie mixte (SEM) Île-de-France Investissements et Territoires ;
- **l'analyse économique des projets et soutien aux investissements**, avec des participations pouvant être apportées par la BPI (au titre de la 3<sup>ème</sup> génération du Fonds Bois et éco-matériaux), et Forinvest, en complémentarité avec d'éventuels soutiens (en subvention) de la Région ;

- **l'appui global aux projets**, avec le conseil d'organisations professionnelles du secteur (Fédération nationale du bois, Union des industriels de la construction bois et biosourcée, Fibois Île-de-France).

Les **10 projets lauréats** sont portés par des **entreprises (PME et TPE)** très majoritairement positionnées sur le marché francilien de la construction bois en hors site (production en usine de panneaux ou façades bois en 2D, de modules 3 D, pour une livraison et un assemblage en sur les chantiers franciliens). Ils représentent plus de **30 M€ d'investissements productifs**, et devraient générer **160 emplois d'ici 2025**. Les subventions régionales (près de 3M€, soit 10% du total des investissements productifs) sont principalement allouées au titre du dispositif dédié à l'AMI, et complétées par les dispositifs de la game Up. Ces subventions ont bien souvent un effet déclencheur sur l'obtention de garanties et de prêts auprès des établissements bancaires.

### **Soutenir les projets démonstrateurs de l'ambition régionale**

La Région soutient (avec une intervention complémentaire des dispositif PM'up relance et petites scieries) la **modernisation d'une des toutes dernières scieries de feuillus franciliens**, en activité à Crécy-la-Chapelle (77). Les subventions allouées pour un montant de 1.3 M€ ont un effet levier sur 6,5 M€ HT d'investissements productifs, dont plus de 4,5 M€ concernent une ligne de scieries entièrement numérique). Ces équipements visent tripler les capacités de production (cible de 10 000 m<sup>3</sup>/ an) de sciages de bois locaux, maintenir les 10 emplois de l'unité existante en développant les approvisionnements en bois dans un rayon de 100 km maximum.

La Région s'est également engagée en faveur du **développement des usages des bois de hêtre** (essence présente en Normandie), dans le cadre du CPIER vallée de la Seine, avec des tests pour la certification des produits lamellés collés (BLC) adaptés aux constructions de grande hauteur, et des expérimentations pour le transport fluvial des produits de BLC de hêtre jusqu'au derniers kilomètres des chantiers franciliens.

### **Axe 3 - Stimuler le marché de la construction bois**

**Pour stimuler le marché francilien de la construction bois, trois principaux leviers ont été activés.**

En tout premier lieu, **le dispositif « réflexe bois biosourcés »** a été créé dès 2018 afin de lever les freins techniques aux usages du bois. En effet, la construction bois nécessite de mobiliser des compétences et une ingénierie spécifique, notamment pour les pratiques qualifiées de « non courantes » au plan assurantiel. Ainsi, le « **réflexe bois biosourcés** » a permis de financer la mobilisation d'une expertise (bureau d'études technique, maîtrise d'œuvre spécialisée...) par les maîtres d'ouvrage publics (collectivités, bailleurs sociaux...), les aménageurs, les agriculteurs... à tout stade d'avancement du projet (de la conception au chantier). Le taux de subvention régionale est proportionnel à l'exemplarité du projet (taux de biosourcés, analyse de cycle de vie ...) et peut intervenir jusqu'à 70% des dépenses de prestations, avec un maximum de 80 k€ par projet. Sur la période 2018-2022, ce dispositif a permis de soutenir (pour un montant total de subvention de 1.3 M€) l'ingénierie bois-biosourcés de **30 opérations de construction et de réhabilitation** avec une part significative de bois et d'autres matériaux biosourcés (chanvre, paille, ...) **représentant 400 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher (SDP)**.

De manière complémentaire, des **bonifications très significatives** ont été introduites dans les **principaux dispositifs de l'aménagement durable** afin d'inciter les maîtres d'ouvrage

publics à concrétiser le choix des matériaux biosourcés pour limiter drastiquement l'empreinte environnementale de leurs opérations<sup>1</sup>.

- Pour les **communes de plus de 2 000 habitants**, au titre du volet environnemental des **contrats d'aménagement régionaux**, ce sont 15 projets d'équipement public visant l'intégration d'une part significative de biosourcés qui bénéficient d'un bonus en subvention de **5.657 M€ sur la période 2018-2022**.
- A l'issue de la COP IDF tenue en septembre 2020, des bonifications très substantielles ont été introduites pour les opérations relevant des **Quartiers innovants et écologiques (QIE), avec un doublement de la subvention régionale** pour les opérations justifiant (à l'achèvement des travaux) une intégration significative de matériaux biosourcés sur plus de 50% de surface de plancher. Cette action s'est concrétisée avec la modification du règlement d'intervention adoptée par la Commission permanente du 1<sup>er</sup> avril 2021. Depuis, **12 opérations** ont été rendus éligibles à ce **bonus environnemental**. Cela représente au total **8,790 M€** de subvention régionale supplémentaire à verser aux opérations qui atteindront leurs objectifs.
- Une bonification a également été introduite au dispositif « **réhabiliter plutôt que construire** » créée en 2021. Jusqu'à fin 2022, elle a été appliquée à **10 opérations** publiques de réhabilitation pour un montant de **subvention bonifiée de 1.526 M€**.

Enfin, la Région a favorisé la **massification de la construction biosourcée** en s'engageant, à double titre, dans le **Pacte Bois-Biosourcés porté par l'interprofession FIBOIS IDF**.

- La Région a soutenu dès leur lancement (2020) les travaux du Pacte Bois-Biosourcés afin d'**engager les principaux maîtres d'ouvrage publics et privés dans la construction et la réhabilitation biosourcée** (avec des objectifs de moyens et de résultats). Cette initiative a permis de constituer une **communauté des grands donneurs d'ordre franciliens** qui bénéficie d'un accompagnement mutualisé pour concrétiser ses engagements. Elle offre de plus une visibilité du marché aux entreprises de la filière, avec des mises en relations facilitées, par exemple à l'occasion des rencontres annuelles BtoB du Pacte. Au lancement, le 5 novembre 2020, 28 aménageurs et maîtres d'ouvrage ont signé le Pacte bois-biosourcés, s'engageant à construire 1,2 Mm<sup>2</sup> de surface de plancher en bois. Fin 2022, le Pacte réunissait 45 signataires, engagés à construire 1,654 Mm<sup>2</sup> de surface de plancher dont 190 000 m<sup>2</sup> en réhabilitation. Cela représente 297 opérations programmées entre 2021 et 2024, dont 263 opérations en construction neuve et 34 opérations en réhabilitation.
- En tant que maître d'ouvrage des 463 lycées d'Île-de-France, **la Région a été la 1<sup>ère</sup> collectivité francilienne à s'engager** : en application de la délibération n° CP 2020-482, la présidente du conseil régional a signé le Pacte Bois-Biosourcés en novembre 2020, en vertu de l'axe 4 de la SRFB (exemplarité de la Région) et des engagements réaffirmés dans le cadre de la COP Île-de-France. Ainsi, la Région s'est engagée sur un objectif de **20 % de surfaces de plancher construites et/ou réhabilitées en bois et autres matériaux biosourcés** pour l'ensemble des opérations des lycées initiées dans les 4 ans suivant la signature du Pacte, ce qui équivaut à doubler la surface de plancher en bois et biosourcés par rapport à l'ensemble des opérations de construction et de réhabilitation des lycées en cours.

Enfin, en tant que 1<sup>er</sup> financeur public des Jeux Olympiques et paralympiques 2024 après l'Etat, la Région a exigé que le village olympique soit une vitrine des performances de la construction bois et du savoir-faire de la filière française et francilienne.

#### Axe 4 – Rapprocher la recherche, l'enseignement et le marché

---

<sup>1</sup> Diminution des émissions de CO<sub>2</sub> d'un facteur 4 par rapport à des solutions béton (Source : carbone 4).

La création d'un **cluster dédié à l'innovation dans la construction biosourcée** est une action prioritaire de l'axe 4 de la Stratégie pour la Forêt et le Bois, qui a été confirmée par la Stratégie pour l'essor des Matériaux Biosourcés votée fin 2018.

Dès 2018, une dynamique partenariale a vu le jour dans le cadre d'une étude de préfiguration confiée au FCBA. Le modèle du Booster Bois-Biosourcés francilien s'est concrétisé en juin 2019 avec la signature d'un accord de partenariat entre 6 membres fondateurs : la Région, l'EPA Marne, l'IFSTTAR et l'Université Paris Est à ce jour réunis au sein de l'université Gustave Eiffel, Francilbois et l'institut technologique FCBA. D'autres partenaires engagés en faveur de la construction biosourcée, durable et circulaire, on rejoint l'initiative : le Collect'If paille, construire en chanvre Île-de-France, le PNR du Gâtinais, le Conseil régional de l'ordre des architectes d'Île-de-France.

L'ensemble de ces partenaires a ainsi constitué une plateforme d'accompagnement pour les porteurs de projets innovants positionnés sur le marché francilien de la construction durable et des usages liés aux bâtiments (mobiliier urbain, ameublement intérieur/extérieur, etc.).

Le sourcing des projets s'est fait dans le cadre d'appels à manifestation d'intérêt animés par FIBOIS IDF, avec l'appui technique du FCBA, sur les thématiques suivantes :

- Développer la construction bas-carbone à l'échelle d'un territoire dans un objectif de neutralité carbone
- Agir sur le parc existant et promouvoir les matériaux biosourcés dans les opérations de réhabilitation
- Développer la mixité bois/autres matériaux
- Promouvoir l'utilisation de la ressource locale (notamment le feuillu francilien)
- Démontrer le bien-être lié à l'utilisation du bois et des biosourcés (santé / confort)
- Promouvoir le ré-emploi des matériaux bois et biosourcés dans le bâtiment et l'aménagement, dans une logique d'économie circulaire

Les lauréats ont ainsi bénéficié d'un accompagnement « à la carte » pouvant concerner, selon le niveau de maturité du projet :

- un atterrissage opérationnel de leur projet dans un territoire d'innovation ;
- un accompagnement à la mise en place de partenariats ;
- un premier niveau d'accompagnement technique et scientifique ;
- l'ingénierie financière, et le soutien au plan de financement, notamment via le dispositif dédié de la Région Île-de-France,
- une mise en visibilité de leur projet, notamment à l'occasion du Forum Bois Construction (juillet 2020, Paris, Grand Palais Éphémère)

Cette initiative s'est concrétisée avec **2 éditions (2020 et 2021) qui ont permis d'accompagner 11 projets de TPE, PME et start-ups :**

- 5 projets accompagnés parmi 25 projets candidats à la 1<sup>ère</sup> édition lancée en 2020 ;
- 7 projets accompagnés, parmi 23 projets candidats à la 2<sup>nde</sup> édition lancée en 2021.

**L'accompagnement de ces projets innovants** s'est traduit par l'attribution de subventions régionales **pour un montant total de 0,7 M€** en soutien aux investissements en R&D de 5 projets.

En 2022, pour plus de lisibilité et d'efficacité de l'accompagnement proposé par la Région et ses partenaires, cette **initiative a été couplée à l'AMI pour une industrie des biosourcés**, ouvert aux projets industriels et aux solutions innovantes proches du marché.



## BILAN DE L'ACTE 1 DE LA SRFB pour 2018-2022 : chiffres clés

### Axe 1 : Dynamiser et territorialiser la gestion de la forêt francilienne

- **Près de 400 élus locaux**, informés, sensibilisés et accompagnés sur les problématiques concernant la forêt et le bois (réseau animé par la Fédération nationale des communes forestières).
- **Près de 160 adhérents** réunis au sein de l'interprofession (Francilbois / FIBOIS Île-de-France).
- **Une centaine de projets soutenus dans le cadre du PDR (FEADER) pour 2014-2022**, représentant près de 15 M€ d'investissements dans l'amont forestier. Les projets soutenus visent à dynamiser la gestion forestière et permettre la mobilisation de bois.
- Un **partenariat** sur 5 ans entrepris avec l'ONF et IDF Nature afin de favoriser l'adaptation des forêts publiques franciliennes au dérèglement climatique.

### Axe 2 : Structurer la filière à l'échelle régionale et interrégionale

- **Plus de 4 M€ de subventions régionales en soutien à près de 40 M€ d'investissements** productifs dans la transformation des bois (du sciage aux unités de construction bois)
- **10 entreprises (TPE-PME) accompagnées et soutenues** dans leurs projets d'implantation ou de développement d'unités de construction biosourcés
- **1 M€ pour soutenir l'action de FIBOIS IDF** au profit des acteurs de la filière forêt-bois, et en lien avec les franciliens.

### Axe 3 : Stimuler le marché de la construction bois

- **1.3 M€ de subventions au titre Réflexe Bois Biosourcés**, pour soutenir les prestations de 30 opérations avec une part significative de biosourcés (bois, chanvre, paille, ...) ;
- **16 M€ de bonifications de subventions** au titre des dispositifs CAR (15 opérations avec 5.657 M€ de subvention bonifiée), 100 QIE (12 opérations avec 8.790 M€ de subvention bonifiée, et réhabiliter plutôt que construire (10 opérations avec 1.526 M€ de subventions bonifiées) représentant au total 1

### Axe 4 : Rapprocher la recherche, l'enseignement et le marché

- **13 entreprises innovantes (TPE-PME-start up...) accompagnées** avec les partenaires du Booster Bois-Biosourcés pour le développement de solutions compétitives et innovantes destinées au marché francilien de la construction ;
- **0,7 M€ de subventions régionales pour un soutien spécifique aux innovations** dans la construction biosourcée.

## **ANNEXE 2 : stratégie régionale forêt bois acte 2**

## 1. Méthode d'élaboration

Le nouveau cadre d'intervention de la SRFB a été élaboré à partir de **consultations organisées de décembre 2022 à février 2023**, en interne et à l'externe, selon le planning suivant :

	décembre	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	.... fin 2023
CONSULTATION (ENJEUX & PRIORITES D'INTERVENTION)											
ACTEURS DE LA FILIERE (webinaire filière, AG FRANSYLVA, ...)	lancement consultation webinar 14/12										
CONVENTION CITOYENNE ORGANISEE PAR FIBOIS IDF				Etats Généraux forêt-bois 21/03							
CONSULTATION INTERNE (pôles PEE, form pro & apprentissage, POLAT/DADT, lycées, TRESOR, DE)											
CONSULTATION DE PARTENAIRES											
PRESENTATION VOTE CR ACTE 2											
AVIS DU CESER IDF								AUDITION VP 13/07			
ADOPTION ACTE 2 et REGLEMENT D'INTERVENTION CR & CP										VOTE CR 20/09	
Mise en œuvre acte 2 - 1ère affectations au titre de 2023											

Dans les 2 cas, **la consultation s'est appuyée sur l'identification préalable de priorités d'intervention**, au regard du bilan de l'acte 1 de la SRFB, et de l'analyse des besoins, actuels et futurs, pour le développement d'une filière forêt-bois francilienne à impact pour la transition écologique du territoire.

- **En interne, les services en charge de politiques adressant les principales priorités d'intervention ont été consultés (liste en annexe) :** pôles (entreprises et emploi, formation professionnelle et apprentissage, logement et transport, lycées, recherche, enseignement supérieur et orientation).
- **A l'externe, les acteurs de la filière forêt-bois et leurs organisations représentatives** ont été consultés dans le cadre d'un webinaire organisé le 14 décembre 2022 avec FIBOIS Île-de-France. Cet évènement a permis de recueillir les premiers avis sur les priorités régionales. Il s'est prolongé par une concertation, organisée par FIBOIS IDF, à l'attention de ses 160 adhérents. Cette démarche a permis de recueillir une contribution identifiant les besoins et actions prioritaires. En complément, une série d'auditions a été organisée pour recueillir l'analyse et les conseils d'**organismes partenaires de la mise en œuvre de la SRFB** (services de l'Etat au côté desquels la Région a co-élaboré le programme régional de la forêt et du bois pour 2019-2029, délégation régionale de l'ADEME pilotant la mise en œuvre du fonds chaleur renouvelable et le volet forêt-bois du plan France 2030 lancé en 2023, organismes associés à l'AMI pour une industrie de transformation des biosourcés ....

Enfin, **les attentes des franciliens ont été prises en compte** dans le cadre d'une **convention citoyenne pour la forêt et le bois en Île-de-France**, organisée par FIBOIS IDF et Respublica, durant le second semestre 2022. L'avis du panel de 20 citoyens (27 novembre 2022), informés et formés durant 3 week-ends, trouve de nombreuses réponses dans les interventions de la Région et d'Île-de-France Nature. La restitution faite lors des 3<sup>èmes</sup> Etats généraux de la filière forêt-bois (21 mars 2023, journée internationale des forêts) a confirmé que, dans son champ de compétences, la Région répond dès à présent à de nombreuses propositions, notamment celles concernant la gestion durable et concertée des forêts, la protection de la biodiversité et la création d'espaces verts, la construction à faible empreinte carbone avec des usages efficaces du bois....



## 2. Nouveau cadre stratégique

L'acte 2 de la stratégie pour la forêt et le bois repose sur 4 ambitions :

- **Ambition 1** - Fédérer les acteurs forestiers et la société civile pour l'avenir des forêts franciliennes face au dérèglement climatique ;
- **Ambition 2** - Développer un tissu diversifié d'entreprises dans tous les segments de la filière ;
- **Ambition 3** - Développer les emplois et les compétences en adéquation avec les besoins de la filière ;
- **Ambition 4** - Faire de l'Île-de-France un pôle d'innovations pour la forêt et le bois français.

Ces ambitions confirment les **engagements pris à la suite de la COP Île-de-France** (septembre 2020) pour accélérer la transition écologique du territoire francilien, en exploitant tout le potentiel de la filière forêt-bois. Elles font également écho aux mesures du **Plan régional d'adaptation au changement climatique (PRACC)** en faveur des forêts et de la construction biosourcées, notamment en concrétisant le **fonds forestier** pour l'adaptation des forêts franciliennes aux dérèglements climatiques.

**Leur concrétisation repose sur un ancrage plus fort dans les principales compétences et politiques de la collectivité** (environnement, énergie, aménagement durable du territoire, transition écologique de l'économie francilienne, développement rural soutenu par le FEADER, formation et orientation ...).

**Elles sont pleinement intégrées aux orientations du SDRIF-E<sup>1</sup> qui, s'agissant des espaces forestiers, vise à garantir la bonne articulation entre leur vocation récréative, environnementale majeure (biodiversité, stockage de carbone, etc.) et productive.** En effet, selon le projet de SDRIF-E arrêté par délibération n° CR 2023-028 du 12 juillet 2023 :

- les espaces agricoles, naturels ou forestiers sanctuarisés par le SDRIF-E représentent plus de 13% du territoire régional ;
- l'enjeu de production forestière est pris en compte pour l'indépendance productive de l'Île-de-France, au même titre que l'industrie, l'agriculture ou les activités extractives. A ce titre cet enjeu figure dans la carte économique opposable du SDRIF-E : "Développer l'indépendance productive régionale".

**Les espaces forestiers et le développement des activités forestières sont ainsi particulièrement protégés** (il est rappelé que le SDRIF-E s'impose aux documents d'urbanisme locaux, comme les PLU et PLUI). C'est la traduction du SDRIF-E dans les documents locaux qui donne sa réalité opérationnelle.

- En zone forestière, quelques rares exceptions à la règle d'inconstructibilité sont possibles (passage d'infrastructures, installation pour l'accueil du public, etc.) mais toujours sous condition de ne pas être incompatibles avec une activité forestière.
- Les circulations nécessaires aux exploitations forestières doivent être garanties localement. Les principales liaisons, d'échelle régionale, sont reprises dans la cartographie du SDRIF-E. C'est un enjeu majeur dans une région où la filière sylvicole doit cohabiter avec de fortes densités de population et une périurbanisation importante.
- Des espaces dédiés aux équipements nécessaires au stockage ou à la transformation forestière doivent être réservés localement (scierie, usine de production d'éco-matériaux de granulés bois, etc.).
- Les lisières des massifs boisés de plus de 100 ha sont protégés sur une bande de 50m de toutes nouvelles urbanisations (sauf développement de la filière bois), notamment pour les

---

<sup>1</sup> Document de planification de l'espace à vocation générale qui détermine la localisation préférentielle des extensions urbaines, ainsi que les activités industrielles, artisanales, touristiques, agricoles et forestières.

préserver du “mitage”. Ces espaces de lisières doivent être pensés localement pour réduire les risques de feu de forêt, le SDRIF-E préparant le territoire francilien à l’augmentation majeure du risque d’incendie sous ses latitudes.

**Le SDRIF-E, en soutien à la stratégie régionale pour la forêt et le bois, veille donc à accompagner le développement de la filière forestière pour ce qui relève de son champ d’action :** garantir les emprises au sol nécessaires à la filière sous tous ses aspects (protection des forêts elles-mêmes, fonciers nécessaires aux infrastructures de la filière, circulation des engins).

**Enfin, ces ambitions doivent se concrétiser en veillant à la complémentarité des interventions régionales avec les politiques européennes, nationales** (volet forêt-bois de France 2030 notamment) **et des autres collectivités franciliennes** (conseils départementaux, MGP, intercommunalités, communes...). Il en va de l’efficacité, et de la lisibilité de l’action régionale.

## Ambition 1 - Fédérer les acteurs forestiers et la société civile pour l’avenir des forêts franciliennes

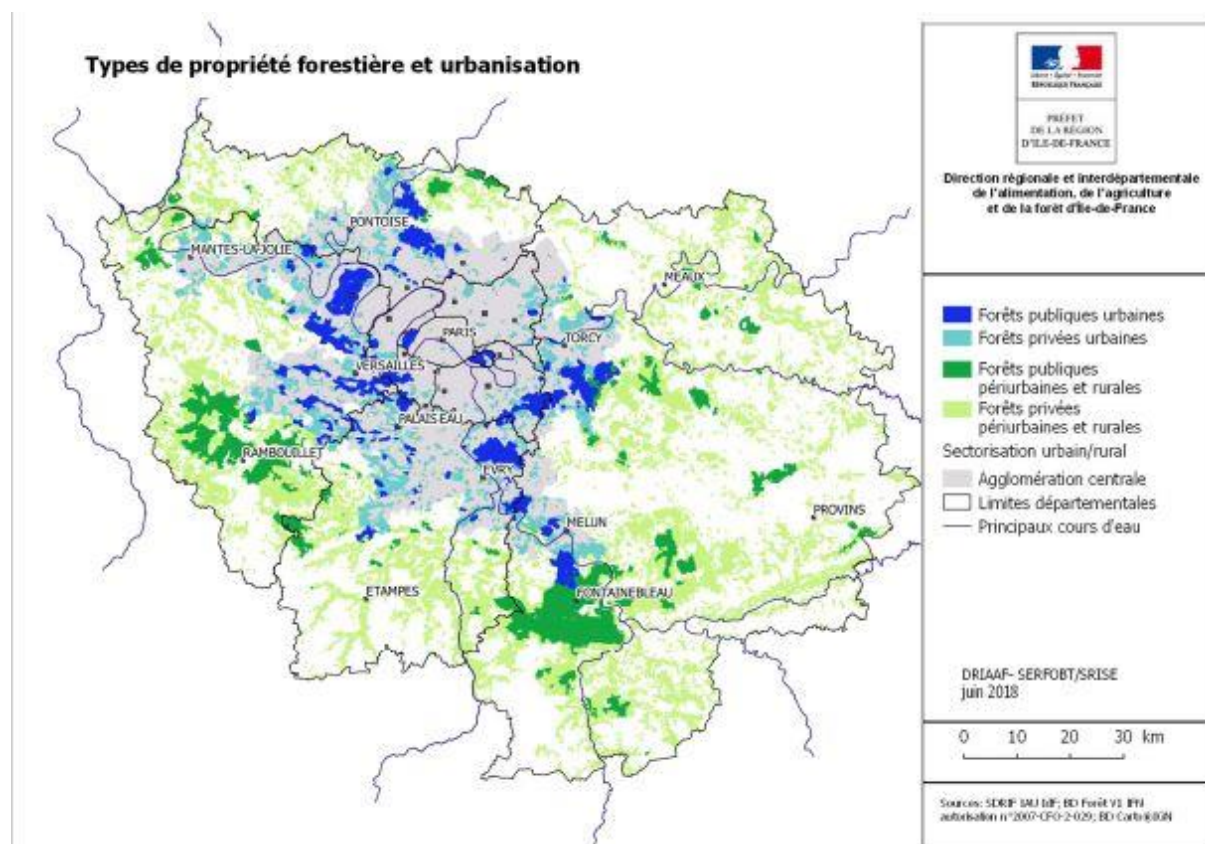
- **Principaux constats :**

**Occupant près du quart du territoire** (taux de boisement de 23%, proche de la moyenne métropolitaine de 26%), **les forêts franciliennes**, principalement constituées d’essences feuillues (94%), **sont essentielles à l’attractivité et à la résilience du territoire régional**. D’après le schéma de cohérence écologique adopté en 2013, elles constituent une armature verte qui héberge 68% des réservoirs de biodiversité, dont 66% sont localisés dans les grands massifs domaniaux. Ces espaces sont menacés par les dérèglements climatiques, de façon directe (du fait de l’intensité et de la récurrence des aléas climatiques – sécheresses, tempêtes, inondations...), ou indirecte (du fait d’une plus grande vulnérabilité aux agents parasites et pathogènes). L’observation des déficits foliaires et d’un phénomène inédit de mortalité touchant plusieurs essences atteste d’une dégradation de leur état sanitaire, d’année en année. Le dernier bilan de santé des forêts, établi sur la base des données de l’année 2020, fait état d’une période estivale particulièrement chaude, entraînant des sécheresses avec un impact plus ou moins prononcé selon les massifs. Frênes et châtaigniers sont sous surveillance en raison de la propagation accrue de maladies (encre du châtaignier et chalarose du frêne) causant de nombreux dépérissements (30% des châtaigneraies sont concernées). Les chênes ne sont pas en reste : le stress induit par les sécheresses à répétition entraîne une mortalité accrue pour cette essence. Certains massifs sont ainsi particulièrement impactés : Montmorency (encre du châtaignier) ou encore Fontainebleau (dépérissements dus à la sécheresse dans des parcelles résineuses).

**Les forêts publiques occupent 33% du couvert forestier francilien.** Elles sont réparties dans 50 massifs constituant une ceinture verte pour le Grand Paris. Elles sont à 80% domaniales (domaine privé de l’Etat géré par l’ONF, contre 1/3 au niveau national. Les forêts régionales, réparties en 40 massifs sur près de 11 000 ha, bénéficient d’une gestion exemplaire, pilotée par Île-de-France, qui est engagé dans une double certification de la gestion durable des forêts (PEFC TM et FSC®). Conformément au code forestier, la gestion pratiquée dans les massifs publics doit permettre d’assurer à la fois 4 fonctions (économique avec la production de bois constituant la principale source de recettes, sociale avec l’accueil du public, environnementale avec la protection de la biodiversité, et enfin la protection contre les risques naturels). En Île-de-France, avec près de 100 millions de visiteurs estimés à l’année, la gestion pratiquée par l’ONF est fortement orientée par l’objectif d’accueil du public (accessibilité, aménagements, mise en sécurité ...), en particulier dans les massifs les plus

fréquentés localisés en première couronne. De plus, la prise en compte du paysage étant primordiale dans la gestion forestière de ces massifs, l'ONF s'est engagé depuis 2017 dans une sylviculture à couvert continu qui implique de réaliser des coupes pour une évolution progressive des peuplements avec des arbres d'âge, d'essences et de hauteur variés. La crise COVID a exacerbé l'attachement des franciliens à la fréquentation des forêts publiques. Elle a également amplifié la mobilisation citoyenne pour l'avenir des forêts. Poussée à son paroxysme, cette dernière peut générer des manifestations et des incivilités à l'encontre des acteurs forestiers (gestionnaires, bucherons, conducteurs d'engins forestiers...).

**Les forêts privées occupent quant à elles 67% du couvert forestier** (75% au niveau métropolitain). Elles ne font pas exception à la problématique nationale du morcellement foncier. Plus de 148 000 propriétaires se partagent les 177 000 ha qui la composent, avec une surface moyenne par propriétaire extrêmement faible (à peine plus de 1 hectare). Ce morcellement parcellaire est à l'origine de biens vacants sans propriétaires identifiés et d'un déficit de gestion. Seulement 1/5 des forêts privées sont dotées d'un plan simple de gestion, qui doit être mis en place pour les propriétés de plus de 25 ha ou, de manière volontaire, pour les propriétés entre 10 et 25 ha. Cela se traduit par une faible mobilisation de bois : 70% de la ressource disponible supplémentaire de bois en Île-de-France d'ici 2030 se trouverait en forêt privée<sup>2</sup>. Ce déficit de gestion entraîne le vieillissement des peuplements et, par voie de conséquence, diminue la fonction de puit de carbone des écosystèmes forestiers et leur résilience au changement climatique<sup>3</sup>. Enfin, la Région portera une attention particulière à la communication destinée au grand public afin d'appuyer l'information et la sensibilisation réalisée par les acteurs forestiers (ONF en particulier) et l'Etat, en lien avec les mesures relatives à la loi du 10 juillet 2013 visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque d'incendies en forêt.



<sup>2</sup> PRFB francilien pour 2019-2029

<sup>3</sup> Forêts et usages du bois dans l'atténuation du changement climatique, ADEME, 2021.

- **Principaux enjeux :**

**Accroître la résilience et la capacité d'adaptation des forêts face au changement climatique** afin d'assurer leur pérennité. Cet enjeu implique d'intervenir pour une remise en gestion des forêts, pour renouveler les peuplements en impasse climatique, en diversifiant ces derniers, mais aussi via des expérimentations de nouvelles essences par le déploiement et l'observation de parcelles tests. Par ailleurs, une plus grande transversalité entre les scientifiques et les acteurs de la filière est à engager au plus vite afin de mettre en œuvre, sur une plus grande échelle, les retombées positives des expérimentations.

**Renforcer les actions de sensibilisation et de communication à l'attention des citoyens et des élus locaux.** Les citoyens, de même que les élus locaux, sont attachés aux espaces forestiers de leur territoire et à leur gestion, et se mobilisent fortement pour faire valoir leur voix. A cette fin, pour que la perception portée envers la gestion forestière soit la plus pertinente possible, il est nécessaire de former ce public cible sur les thématiques sources de conflits, et de l'impliquer plus fortement dans la gouvernance locale. Plusieurs canaux peuvent être exploités pour cela : chartes forestières ou toutes autres démarches de concertation à l'échelle de massifs ou de territoires ...

- **Principales interventions :**

Les interventions de la Région s'inscriront dans les recommandations du rapport du comité des sciences de l'environnement de l'Académie des sciences et des points de vue d'Académiciens de l'Académie d'Agriculture de France (juin 2023) : *« Un effort majeur de gestion forestière est nécessaire pour optimiser ... l'adaptation des forêts au changement climatique, la production de bois et la préservation de la biodiversité. Ces pratiques doivent être flexibles, évolutives et au contexte socio-écologique local. Pour gérer les effets du changement climatique par une stratégie sans regrets, la structure des peuplements devra être ajustée en favorisant la sylviculture à couvert continu, en ajustant les densités de peuplement aux conditions hydriques, en augmentant la diversité des essences, en évitant autant que possible les coupes rases dont les impacts écologiques et climatiques sont trop importants, et en conservant des vieux arbres qui sont des refuges pour la biodiversité et représentent un patrimoine génétique à préserver. »*

**Pour inciter et soutenir les pratiques de gestion forestière avec des objectifs d'adaptation au changement climatique, la Région conclura un pacte pour la gestion des forêts privées.** A cette fin, une convention de partenariat sera établie avec la délégation francilienne du Centre National- de la Propriété Forestière (CRPF), la Chambre d'Agriculture d'Île-de-France, le syndicat des propriétaires forestiers – Fransylva-, sous la coordination technique de FIBOIS Île-de-France. Ce partenariat visera à développer les surfaces de forêts privées gérées selon des pratiques réputées favorables à la vitalité, à la productivité et à la résilience des forêts exposées aux aléas climatiques. Deux objectifs essentiels guideront les actions du pacte :

- d'une part, l'augmentation des surfaces de forêts dotées d'un document de gestion durable (la Région intervenant dans les forêts non soumises à l'obligation de document de gestion durable, soit de moins de 25 ha à date) : à horizon 2030, pour les forêts de plus de 10 ha (22 000 ha au total détenu par 1 400 propriétaires) il s'agira de **tripler la surface de forêts dotées d'un plan simple de gestion volontaire** (moins de 2 000 ha à date).
- d'autre part, l'augmentation des surfaces de forêts remises en gestion, avec une prise en compte de la biodiversité et des changements climatiques dans les pratiques courantes via la réalisation de diagnostic sylvo-climatiques en tant qu'outils d'aide à la décision des propriétaires pour les choix de sylviculture et d'essences : à horizon 2030, il s'agira à minima d'assurer une gestion adaptative des forêts après l'agrément des plans simple de gestion par le CNPF, soit pour près de 6 000 ha.



**En complément, la Région poursuivra son action en faveur de l'adaptation des forêts publiques au changement climatique**, telle que prévue dans la convention conclue pour 2021-2025 avec l'ONF et IDF Nature. Cette convention de partenariat, dont l'initiative émane de la COP Île-de-France (septembre 2020), repose sur 3 volets d'actions :

- le suivi des impacts du climat sur la forêt publique francilienne, via la mise en place d'un réseau de placettes permanentes, soumises à un protocole - national - d'observation in situ de l'évolution des écosystèmes forestiers ;
- la conduite d'un programme expérimental, dans les peuplements particulièrement dégradés et sans avenir, afin de tester des essences exogènes, supposées mieux adaptées aux conditions pédoclimatiques du futur, via l'implantation et le suivi sur des surfaces d'au moins 1 ha ;
- la reconstitution des parcelles sinistrées par les crises climatiques et sanitaires, via des plantations ponctuelles d'essences déjà présentes dans les aires biogéographiques du territoire (enrichissements à des densités faibles telles que 100 plants par ha). La Région apporte plus particulièrement son soutien à la mise en œuvre de ce dernier volet.

**Afin de développer l'information et la sensibilisation des franciliens** (jeunes, riverains, associatifs, entreprises ...), la Région soutiendra les actions de ses partenaires, notamment celles qui seront portées par FIBOIS IDF et l'Union régionale des collectivités forestières (UR COFOR constituée en septembre 2022, sous l'égide de la FNCOFOR soutenue depuis 2018). Les actions de sensibilisation et de communication déployées dans le cadre de démarches de concertation territoriale devront permettre de nourrir un dialogue apaisé et objectivé entre les élus franciliens, leurs concitoyens et les acteurs forestiers.

**Pour l'ensemble de ces interventions, la prise en compte de la biodiversité ordinaire sera fortement encouragée et soutenue.** Au-delà des interventions visant à protéger la biodiversité remarquable (notamment dans les forêts franciliennes classées en sites Natura 2000 sur 57% des surfaces), les interventions soutiendront les efforts déployés par l'ONF pour la conversion progressive de l'ensemble des forêts domaniales franciliennes vers une sylviculture à couvert continu, et pour la prise en compte de la biodiversité dans la gestion forestière courante (nombre d'arbres morts et à cavité par hectare, réseaux d'îlots de sénescence, diversification des essences et des peuplements, ...). Elles viendront également encourager le déploiement d'outils et de diagnostic d'aides à la décision pour les propriétaires privés (indices de biodiversité potentielle, diagnostic et cartographies sylvo-climatique et environnemental...). Enfin et surtout, la démarche adoptée pour la mise en œuvre du fonds forestier adopté dans le cadre du PRAAC reposera sur des solutions fondées sur la nature, labellisées par l'UICN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature à laquelle la Région est une des premières collectivités françaises à avoir adhéré à la suite du congrès mondial de la nature tenu à Marseille en septembre 2021).

**Pour limiter et traiter les risques pesant sur les forêts, en particulier incendies**, dont la fréquence et les surfaces exposées augmentent au fil du temps, la Région travaillera aux côtés de l'Etat à mobiliser ses compétences et les moyens appropriés pour prévenir et traiter les massifs risques. Ainsi, la Région s'engage au côté de l'Etat pour établir d'ici la fin de 2023 une cartographie d'exposition aux risques d'incendies des massifs franciliens. Ces travaux sont menés selon une méthodologie nationale qui prend notamment en compte l'inflammabilité des peuplements (essences, structure...), la capacité de défense du territoire (accès routier aux massifs et dessertes internes), les activités humaines en forêt. Ces travaux seront couplés à l'organisation de réunions de sensibilisation des propriétaires, peu ou pas sensibilisés à ce risque en Île-de-France. La mobilisation de l'IPR, aux côtés du CRPF et des services de l'ONF permettra de mutualiser les données et les ressources utiles à ces travaux. Par ailleurs, dans le cadre de la déclinaison francilienne du programme stratégique national pour 2022-2028 financé par le FEADER, la Région, en tant qu'autorité de gestion, s'attachera à prendre en

compte l'impact des projets de création, d'extension et d'amélioration de la desserte forestière (routes intra-massifs) sur la prévention et la lutte contre les incendies en forêts.

**Enfin, la problématique relative au morcellement forestier** sera traitée par des travaux exploratoires visant à identifier les besoins et les actions à mener dans la cadre d'une démarche multi-partenariale, avec l'organisation d'Assises du foncier forestier pouvant mobiliser des acteurs tels que la SAFER IDF, les Départements, l'Union Régionale des Collectivités Forestières (URCOFOR), le CRPF, FIBOIS Île-de-France....

- **Actions prioritaires :**

**Porter un pacte pour l'adaptation des forêts privées au changement climatique en mobilisant le fonds forestier régional à hauteur de 1 M€ d'ici 2030.**

L'adaptation des forêts privées au changement climatique ne peut se faire sans l'engagement des propriétaires et des organismes qui les accompagnent. Ainsi, **la Région entend conclure un pacte (annexé à la délibération) avec la délégation francilienne du centre national de la propriété forestière (CNPF), la chambre d'agriculture d'Île-de-France, le syndicat des propriétaires franciliens Fransylva, en lien avec FIBOIS IDF, autour de 3 principales interventions :**

- 1. Soutien à la mobilisation des propriétaires privés franciliens pour la mise en gestion de nouvelles surfaces forestières.** Cette action est visée avec l'intervention des organismes de conseil tel que le CNPF et la chambre d'agriculture régionale. Leur intervention est notamment attendue pour identifier et contacter les propriétaires non dotés de documents de gestions durables, et leur apporter les premiers conseils dans le cadre de visites diagnostics, autant que possible en lien avec des démarches collectives.
- 2. Soutien à l'élaboration de documents de gestion durables, volontaires et concertés, ainsi que de diagnostics sylvo-climatiques.** Ce soutien instauré par un nouveau dispositif sera spécifiquement centré sur les propriétés d'une surface comprise entre 4 et le seuil (25 ha à date) des surfaces non soumises à l'obligation de détention d'un tel document, doit permettre d'engager les propriétaires dans la remise en gestion de leur forêt, avec une visée adaptative. Outre cet engagement volontaire, ce document est nécessaire pour mobiliser les fonds publics, comme ceux alloués via le FEADER, pour la réalisation de dessertes forestières ou l'achat de matériel forestier. La détention d'un tel document encadrant les pratiques de gestion à 10-20 ans est également nécessaire pour mobiliser les fonds privés, à l'instar de la démarche Sylv'acctes qui est adoptée pour le déploiement du fonds régional pour l'adaptation des forêts au changement climatique (action ci-après).
- 3. Soutien à l'entretien et au renouvellement des forêts privées franciliennes via la mise en œuvre du fond forestier pour l'adaptation des forêts au changement climatique avec la mobilisation de 1 M€ à horizon 2030 (action prioritaire du PRACC pour l'adaptation du territoire au changement climatique).** La mise en œuvre de ce fonds sera lancée dans le cadre d'une expérimentation de la démarche portée par l'association Sylv'acctes créée en 2015, reconnue d'intérêt général depuis 2018, et labellisée par l'UICN (statuts et présentation de la démarche en annexe au rapport). Cette démarche permettra, par la levée de fonds participatifs – privés et publics - auprès d'entreprises et de collectivités porteuses de démarches RSE, de soutenir des travaux d'entretien et d'exploitation en forêt privée, et ce, dans une finalité de gestion forestière vertueuse. Le soutien proposé, à taux très avantageux, pourra ainsi atteindre 70% du montant total des travaux . Les travaux financés pourront par exemple concerner la sélection des jeunes plants issus de régénérations naturelle, l'élalage et les éclaircies pour

accompagner le développement des arbres d'avenir, des enrichissements avec des plantations ponctuelles, voire si nécessaire des coupes sanitaires suivies de plantations dans des parcelles totalement "ruinées" et sans avenir. Le financement de ces travaux repose sur une méthodologie encadrée par Sylv'acctes. D'une part, les forêts des bénéficiaires doivent être dotées de document de gestion durable et d'une certification forestière (FSC/PEFC) et, d'autre part, la démarche repose sur une démarche collaborative et participative, via la mobilisation des acteurs locaux du territoire, réunis au sein de diverses instances, dont les rôles sont pré-définis. A l'instar de retours d'expériences en régions Auvergne Rhône-Alpes, Occitanie, Grand-Est et Bourgogne Franche-Comté, la mise en oeuvre de cette démarche reposera sur trois facteurs clés :

- **Une gouvernance multi-acteurs et multi-niveaux** : l'adhésion de toutes les parties prenantes à Sylv'acctes, et leur représentation au sein d'un comité de pilotage présidé par un élu régional, a vocation à favoriser la transparence et la lisibilité des résultats diverses instances, rassemblées de l'échelle régionale à l'échelle locale, participeront à l'émergence des projets et s'assureront de la compatibilité de ces derniers avec la démarche Sylv'acctes, orientée vers des solutions fondées sur la nature. Les divers acteurs de la forêt privée francilienne (CNPFF, syndicat Fransylva, Chambre Régionale d'Agriculture, experts forestiers, gestionnaires...) avec l'appui de l'interprofession FIBOIS, de l'UR COFOR, et de l'ONF, notamment, seront ainsi amenés à mobiliser les propriétaires forestiers (futurs bénéficiaires du fonds) et à dialoguer avec les acteurs locaux (associations, élus...), à l'échelle de territoires porteurs de projets de développement de la filière forêt-bois (PNR, GAL animateurs de programmes LEADER...).
- **La mobilisation de financements participatifs** : les entreprises, banques, fondations.... engagées dans des démarches de RSE ou les collectivités souhaitant s'impliquer plus fortement sur cette thématique pourront adhérer et abonder le fonds pour les forêts franciliennes. L'association Sylv'acctes lèvera et collectera les financements pour la mise en oeuvre au long court de programmes sylvicoles territoriaux dans les massifs pilotes (en phase expérimentale). A horizon 2030, l'objectif sera de lever 1 M€ de fonds au profit des forêts privées franciliennes, auprès d'acteurs privés franciliens adhérant à la démarche Sylv'acctes.
- **L'expertise et l'intervention des acteurs forestiers** : la démarche Sylv'acctes s'appuie sur le retour d'expérience des acteurs forestiers pour définir des objectifs de gestion de massifs déperissants ou avec des impasses climatiques, via des itinéraires techniques sylvicoles adaptés aux contextes des territoires, qui constituent les programmes sylvicoles territoriaux. Les lignes directrices de l'association, fondant sa labellisation par l'UICN, sont:
  - Privilégier des peuplements mélangés ;
  - S'appuyer sur la régénération naturelle ;
  - Réserver la plantation dans des cas de fortes probabilités de réussite ou pour des compléments de régénération ;
  - Prendre en compte l'évolution climatique dans le choix des essences et leur densité ;
  - Préserver la qualité des sols en limitant le recours à des opérations mécaniques impactantes (entretien et exploitation des bois avec du matériel lourd ayant un impact sur le sol – tassement, ornière...-)

Par ailleurs, une série d'indicateurs, développés par Sylv'ACCTES en lien avec les bénéfices sociaux, économique, climatiques et biodiversité, permettent d'apprécier le caractère vertueux des modes de gestion proposés.

**Indicateurs de résultats (suivis annuellement) :**

- Surface forestière sous documents de gestion durable (DGD) : plan simple de gestion volontaire pour les forêts entre 10 et le seuil des PSG obligatoires (25 ha à date), règlements types de gestion ou signature d'un code de bonnes pratiques sylvicoles (CBPS) pour les forêts comprises entre 4 et 10 ha.
- Surface forestière (pour les forêts de surface inférieure à l'obligation d'un PSG, soit 25 ha à date) bénéficiant de soutiens pour les travaux de gestion / renouvellement
- Nombre de propriétaires porteurs de DGD volontaires
- Montant de fonds participatifs (privés) levés au profit du renouvellement des forêts franciliennes.

**Ambition 2 - Développer un tissu diversifié d'entreprises de la filière, dans tous les segments de la filière**

• **Principaux constats :**

**L'extrême faiblesse du tissu des entreprises de travaux forestiers** est considérée comme le premier facteur limitant la gestion durable des forêts. Sur 88 entreprises qui déclarent exploiter du bois en Île-de-France, moins d'un quart a un siège francilien. Ainsi, 75% du bois d'œuvre est récolté par des entreprises d'autres régions, avec une main d'œuvre généralement peu formée aux enjeux sociaux et environnementaux particulièrement sensibles en Île-de-France (Agreste : enquête annuelle exploitation forestière - scierie). La crise COVID a exacerbé la tension dans les activités de ce tout premier maillon de la filière. Les travaux forestiers n'ont pu être honorés par les entreprises intervenant depuis les régions voisines, car elles ne pouvaient plus héberger leurs ouvriers à proximité des chantiers franciliens.

**L'activité des entreprises de la transformation du bois d'œuvre (sciage et seconde transformation) reste marginale.** Sur les 100 000 m<sup>3</sup>/an de bois d'œuvre récolté, seulement 1% est transformé par moins de 7 petites scieries, dont 2 mobiles. La plus importante, la scierie Roëser, traite annuellement 2 500 m<sup>3</sup> de chênes et autres feuillus franciliens. Le reste est principalement acheminé vers les scieries des régions voisines, ou à l'international (8% du volume). Toutefois, depuis 2020, le soutien et l'accompagnement à l'implantation et à la modernisation d'unités de transformation du bois a permis de constituer un écosystème de partenaires mobilisés au côté de la Région pour une action coordonnée au profit de la création et du développement d'entreprises de la filière en Île-de-France.

**La transformation et la valorisation du bois à vocation énergétique reste majoritaire en Île-de-France.** Cette filière représente 63% du bois prélevé annuellement dans les forêts franciliennes (soit près de 750 000 m<sup>3</sup>/ an), et présente pour débouchés principaux le bois bûche et la plaquette forestière. Cette filière, non négligeable, est indispensable dans le cadre d'une gestion sylvicole vertueuse (la vente peut financer, par exemple, les coupes d'éclaircie et la valorisation des grumes pour les bois d'œuvre...), mais est également pourvoyeuse d'emplois locaux non délocalisables. Par ailleurs, le bois-énergie contribue à la production d'énergie renouvelable en Île-de-France : 1 400 GWh/an pour les chaufferies (dont 55% de ressource francilienne) et 4 600 GWh/an pour le bois individuel (dont 22% de ressource francilienne). Ce bois énergie est valorisé sur deux marchés :

- d'une part celui des particuliers, difficile à caractériser car l'autoconsommation ou la consommation de proximité (« filière grise ») est prégnante. Par voie de conséquence, il est tout aussi complexe de caractériser la qualité des produits commercialisés. Pour pallier cela, l'interprofession FIBOIS Île-de-France souhaite poursuivre le développement d'une marque de qualité intitulée « Île-de-France Bois bûche », déclinaison d'une marque

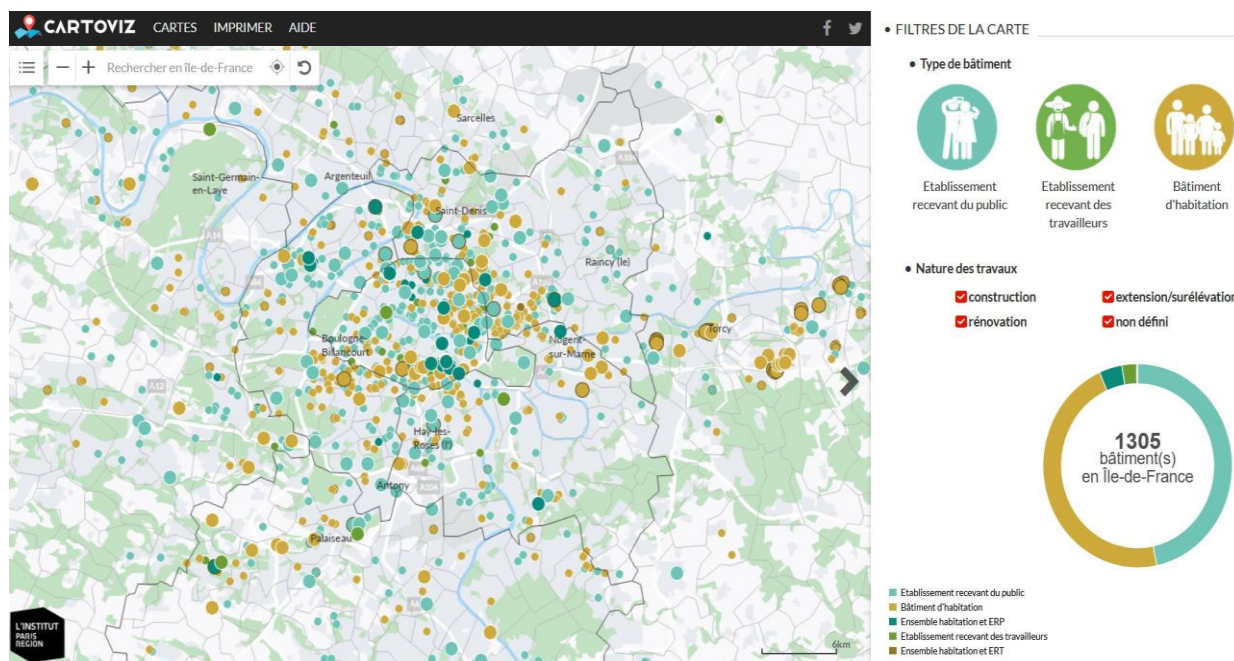


nationale développée par le réseau des Fibois, visant à apporter diverses garanties pour le consommateur final. Par ailleurs, cet usage présente de forts enjeux de qualité de l'air, en particulier au niveau des émissions de particules fines. Dans le cadre de son Plan Air<sup>4</sup>, afin de répondre à cet enjeu, la Région a mis en place en partenariat avec l'ADEME un « Fonds Air-Bois » à l'attention des franciliens pour inciter à remplacer les anciens équipements de chauffage au bois par des équipements modernes plus performants.

- d'autre part, le marché des chaufferies industrielles et collectives, mieux structuré : les opérateurs en charge du fonctionnement des 120 chaufferies franciliennes (données AREC) doivent respecter un cahier des charges strict en termes d'approvisionnement et de fonctionnement. La majorité du bois utilisé est sous forme de plaquette, mais de nouveaux combustibles, tels que le bois SSD (sorti du statut de déchet, issu des palettes et cassettes non-traitées), émergent progressivement, compte tenu du gisement conséquent en Île-de-France. L'utilisation de granulés (importés d'autres régions) se développe également. L'évolution de ces usages est notamment suivie dans le cadre d'une étude annuelle menée par l'AREC auprès des exploitants de chaufferies. Les chaufferies franciliennes consomment près de 500 000 t/an de biomasse, dont 64% est transformé en IDF : même si l'usage énergétique de la ressource francilienne est majoritaire, celle-ci ne suffit pas à couvrir les consommations. Il n'y a donc pas de problématique de débouchés pour les plaquettes forestières franciliennes. ;

### L'Île-de-France représente 18% de l'activité construction bois française<sup>5</sup>.

La carte suivante (IPR/ Fibois IDF, juillet 2023) donne un aperçu du maillage des bâtiments (1 300 à fin 2022) intégrant une part significative de bois, qui sont recensés dans le cadre de l'Observatoire francilien de la construction bois. D'après la toute dernière enquête nationale de la construction bois (France Bois Forêt / CODIFAB, juillet 2023), l'activité francilienne représente un chiffre d'affaires estimé à 390 M€ HT (2 135 M€ HT au niveau national), avec une augmentation en valeur de 53% par rapport à 2020. Elle est réalisée par seulement 29% d'entreprises franciliennes (82 pour un chiffre d'affaires de 92 M€ HT), le reste étant principalement réalisé par des entreprises des régions Grand Est, Centre-Val de Loire, Normandie et Pays-de-la-Loire. Ces entreprises, de façon marquée en Île-de-France, prévoient d'investir et d'embaucher.



<sup>4</sup> « Un nouvel air pour l'Île-de-France », Plan régional pour la qualité de l'air 2022-2028

<sup>5</sup> Enquête nationale – bisannuelle - de la construction bois pour 2022, France Bois Forêt / CODIFAB, juillet 2023

- **Principaux enjeux :**

**Reconstituer un tissu d'entreprises de travaux forestiers, qualifiées et compétitives :** en Île-de-France, ce tout premier maillon de la filière doit faire face, encore plus que dans d'autres régions, à d'importantes contraintes (coût du foncier, fragmentation des massifs par le réseau routier, temps de transport, oppositions des franciliens aux coupes pouvant générer des incivilités à l'encontre des bucherons, voire des dégradations du matériel forestier, pénurie d'intervenants qualifiés, déficit de jeunes franciliens pouvant être intégrés en alternance ou apprentissage, en lien avec les 2 seuls organismes dispensant des CAP et bac pro forestiers). Pour pallier la dégradation de cette situation, il convient d'encourager et de soutenir la création et le développement des entreprises franciliennes de travaux forestiers par une approche globale et innovante.

**Soutenir et accompagner la transformation des produits bois destinés au marché de la construction et de la réhabilitation :** Le marché de la construction bois en Île-de-France, parmi les plus dynamiques pour les petits logements collectifs, pourrait représenter 30% des surfaces de plancher à horizon 2030 (enquête nomadéis / FIBOIS IDF, 2020), soit une surface pouvant être estimée à 1 400 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher, équivalent à près de 50 000 tonnes de produits bois (à raison de 35 kg/m<sup>2</sup> de surface de plancher pour un usage du bois en structure). La construction bois, en particulier les solutions industrielles « hors site » (murs et façades à ossature bois ou modules 3 D), devrait ainsi accroître ses parts de marché pour, d'une part, répondre aux spécificités du marché francilien (chantiers de surélévation-extension ou de construction-réhabilitation de petits collectifs et bâtiments tertiaires en sites denses et occupés...) et, d'autre part, respecter la performance énergétique et environnementale de la réglementation environnementale des bâtiments (RE 2020). Ainsi, l'accueil et le soutien au développement d'entreprises de la construction bois sur le territoire francilien aura un impact positif pour la filière (création de valeur ajoutée et d'emplois...) mais également pour le secteur francilien de la construction durable (empreinte environnementale et carbone diminuée, relations entreprises / constructeurs facilitées à l'échelle de l'Île-de-France).

**Favoriser la structuration de filières de transformation et de valorisation de produits bois-énergie (plaquettes, bois-buche, granulés) dans le respect de la hiérarchie<sup>67</sup> des usages du bois, et en circuit courts.**

La crise économique et énergétique provoque un envol de la demande et des prix en produits bois-énergie, surtout chez les particuliers soucieux de limiter l'inflation de leur facture énergétique. Ce contexte appelle ainsi au renfort de la sensibilisation des utilisateurs, non seulement au moment de l'achat (inciter à acheter auprès d'une entreprise spécialisée, locale de surcroît), mais également durant l'utilisation du combustible, quelle que soit sa forme (via la diffusion des bonnes pratiques liées à la combustion du bois). La promotion de ce type d'information permettra ainsi, dans une moindre mesure, de favoriser l'achat de bois provenant des circuits de commercialisation encadrés, qui garantissent une certaine qualité des coupes et du bois-buche qui en découle (ainsi, le PRFB francilien établissait en 2019 que sur 742 000 m<sup>3</sup> de bois prélevé en Île-de-France, seulement 381 036 m<sup>3</sup> sont commercialisés, le reste étant déclaré comme « autoconsommation » notamment pour le bois de chauffage).

Aussi, pour s'adapter à l'usage croissant des granulés, pour lesquels il n'existe aucune unité de production en Île-de-France, il est nécessaire d'appuyer le développement de cette filière sur le territoire, qui permettra de valoriser les feuillus franciliens et autres bois provenant de l'entretien des haies ou arbres de ville. Ce déploiement permettra d'éviter les flux

---

<sup>67</sup> La hiérarchie des usages du bois ou usages en cascades du bois repose sur le principe de priorisation des usages bois d'œuvre, avant le bois industrie, puis le bois énergie, pour optimiser la triple performance (économique, sociale et environnementale) de la filière bois. Ce principe est décliné dans la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE 2019-2023) ainsi que dans le projet de directive européenne RED 3.

extraterritoriaux et, par la même occasion, d'assurer la qualité des produits finis tout en évitant les malversations, qui ont pu proliférer au tout début de la crise énergétique.

En parallèle, il est nécessaire de poursuivre l'accompagnement des particuliers et entreprises dans le renouvellement de leurs anciens appareils de chauffage au bois vers des modèles plus modernes et performants (poêles à bois, petites chaufferies biomasse ou éventuellement autres modèles de chauffage vertueux).

- **Principales interventions :**

**Les interventions de la Région s'inscriront dans les recommandations du rapport du comité des sciences de l'environnement de l'Académie des sciences et des points de vue d'Académiciens de l'Académie d'Agriculture de France (juin 2023) :**

*« Le rôle de la filière bois sera crucial pour la réussite de la transition énergétique. La filière devra optimiser son bilan carbone depuis le prélèvement en forêt jusqu'au recyclage des produits bois et des connexes de scierie. Sa réindustrialisation doit être soutenue afin de permettre la transformation du bois français en France, le développement des produits bois à longue durée de vie, la valorisation des bois de feuillus, et une maîtrise à court terme des volumes de produits à courte durée de vie. »*

**Accompagner la création et le développement des entreprises (TPE et PME) dans tous les segments de la filière.**

Dans le prolongement des appels à manifestation d'intérêt annuels (2019 à 2022) du Booster Bois-Biosourcés (AMI B3), l'accompagnement des porteurs de projets sera renforcé en s'appuyant sur une mobilisation renouvelée des partenaires partageant l'ambition de la Région, et notamment de FIBOIS IDF.

Une attention particulière sera portée au tout premier maillon de la filière, les entreprises d'exploitation forestière (bucheronnage) que l'ensemble des acteurs de la filière identifie comme devant être prioritairement accompagnée et soutenue, vu l'extrême faiblesse des entreprises implantées sur le territoire et la dépendance à l'intervention d'entreprises des régions voisines, soumises elles aussi à des difficultés de recrutement.

**Faciliter la mobilisation des dispositifs régionaux par les entreprises de la filière.**

La Région déploiera des dispositifs ad hoc, complémentaires aux interventions de l'Etat (volet forêt-bois du plan France 2030), afin de soutenir les activités sur l'ensemble des maillons de la filière. La lisibilité des soutiens en subventions régionales sera recherchée avec l'adoption **d'un règlement d'intervention unique**, concernant l'ensemble des segments de la filière, substituant et complétant les règlements adoptés de 2018 à 2021 pour la mise en œuvre de l'acte 1 de la SRFB. De manière générale, un soutien sera apporté aux investissements – matériels et immatériels – des entreprises de la filière portant des projets de développement, de diversification, et de création d'unités nouvelles de production.

Ce soutien sera étroitement articulé avec les dispositifs de soutien aux entreprises relevant de la nouvelle stratégie économique régionale « Impact 2028 ». Par ailleurs, en application de la délibération n° CP 2022-401, les premiers appels à projets des **mesures forestières du volet francilien du Programme stratégique national cofinancé par le FEADER** (amélioration et création de desserte forestière, achat de matériel et d'équipements pour les travaux forestiers et la première transformation des bois) pour 2022-2028 seront renouvelées en 2024 avec une instruction et une gestion assurée par les services de la Région : les cahiers des charges répondront aux besoins et aux spécificités du territoire francilien avec notamment l'introduction de bonifications significatives pour les primo-candidats, l'éligibilité de matériels et d'équipements de première transformation portés par des TPE de l'exploitation forestière (scierie mobile, broyage de rémanents forestiers ...). L'accès aux soutiens régionaux sera favorisé par l'organisation de séminaires ou webinaires d'information et de décryptage des dispositifs, avec l'appui des services du pôle entreprises et emplois.

**Afin d'améliorer la performance sociale, environnementale et économique du bois-énergie en Île-de-France**, les projets permettant d'améliorer les usages efficaces des produits bois énergie franciliens seront accompagnés. Selon les orientations du SRCAE en cours de révision, **la structuration de filières bois-énergie (bois-bûche, plaquette forestière, granulés...) sera encouragée et soutenue à l'échelle des territoires.**

Trois principaux leviers seront activés :

- **L'observation et le suivi de la biomasse forestière** produite, transformée, et consommée sur le territoire régional, dans le cadre de travaux conduits par l'AREC pour la traçabilité de l'approvisionnement des chaufferies franciliennes ;
- **La mise en visibilité des dispositifs régionaux de soutien** à la structuration de filières bois-énergie sur les territoires forestiers, en lien avec l'ADEME au titre de l'Appel à Projet conjoint Chaleur renouvelable/Fonds Chaleur, à partir des dispositifs relevant de la stratégie énergie climat (soutiens aux études de faisabilité, à la création de plateformes de stockage et de séchage des plaquettes forestières, soutien aux chaufferies collectives, soutien au renouvellement d'équipements performants de chauffage au bois pour les particuliers ) ou encore des soutiens relevant du FEADER (qui permettent de financer l'acquisition de matériel pour produire du bois-énergie)
- **Le soutien à la commercialisation de combustibles (plaquettes, bois-bûche)** produits et transformés en Île-de-France, dans le cadre de démarches de certification et de qualité permettant de limiter significativement les impacts sur la qualité de l'air et les émissions de GES, mais aussi au développement d'une filière permettant la production et commercialisation de granulés.

• **Actions prioritaires :**

**Accompagner les entreprises, dans tous les segments de la filière, en capitalisant sur le Booster des industries des biosourcés**

L'accompagnement des industries de transformation des matériaux biosourcés ciblant le marché francilien de la construction durable (Booster des industries du bois et des biosourcés) initié depuis 2020 sera élargi aux entreprises de tous les segments de la filière. Avec ses partenaires, la Région portera un dispositif visant à identifier et accompagner les entreprises de la filière en phase de croissance ou de création d'unité de production (organisation de la production et de la logistique, stratégie commerciale et marketing, conseil juridique, plan de financement avec mobilisation de fonds privés et publics...).

Le frein de l'accès et de l'acquisition du foncier pour ces activités sera pris en compte avec la mise en place d'une cellule de veille et d'occupation du foncier disponible pour les unités de production, en lien avec le Pôle entreprises et emploi, et avec les contributions d'acteurs intervenant dans l'offre francilienne de foncier industriel (EPFIF, Banque des territoires, SEM Investissement et territoires, collectivités et agglomérations porteuses zones d'activités dédiée aux éco-filières ...). L'implantation de ces entreprises pourra potentiellement bénéficier de la mise en place d'une enveloppe régionale réservataire de 1 400 ha pour la résilience et l'énergie renouvelable, de même que possiblement toutes les pastilles réservées à la réindustrialisation.

**Porter le développement des entreprises d'exploitation forestière**

Concernant les entreprises d'exploitation forestière, un accompagnement spécifique – mutualisé et si besoin individuel – leur sera proposé pour le développement de leurs activités. Ce dispositif sera notamment porté en partenariat avec la délégation régionale de la Fédération Nationale des Entrepreneurs des Territoires (FNEDT), et en lien avec le comité d'acteurs de l'amont forestier animé par FIBOIS IDF. Cette phase exploratoire devra permettre de proposer un accompagnement spécifique pour ce type d'entreprises, éloignées de



l'environnement institutionnel et des dispositifs de soutiens publics. Il pourra notamment s'agir d'instaurer un accompagnement pour faciliter les démarches administratives et de recrutement, déposer des dossiers de demande de subventions, accéder à la formation continue, investir dans des outils et process innovants tels que des applications permettant de localiser par GPS les interventions ponctuelles en forêt.... Les différentes modalités de soutien régional seront envisagées en lien étroit avec les services en charge du programme Entrepreneur # LEADER pour la création ou la reprise d'entreprises.

**Indicateurs de résultats (suivis annuellement) :**

- Nombre total d'entreprises soutenues par la Région, et dans chaque segment / branche de la filière (amont forestier, 1<sup>ère</sup> transformation, seconde transformation, ameublement, construction)
- CA des entreprises soutenues et nombre d'emplois directs créés, au total et pour chaque segment / branche de la filière.
- Effet levier du soutien régional : montant total des subventions allouées / montant total des investissements réalisés.

### **Ambition 3 - Développer les formations et les compétences en adéquation avec les besoins de la filière**

- **Principaux constats :**

**Avec plus de 5 000 entreprises** (5 166 selon l'observatoire des métiers de Fibois France), **l'Île-de-France est la 5<sup>ème</sup> région française pour le nombre d'emplois salariés dans la filière forêt-bois** : plus de 30 000 emplois sont recensés, à raison de 57% dans la production (50% dans le seul secteur de la construction bois) et 43% dans le commerce du bois.

**L'offre de formations pour les différents métiers de la filière est hétérogène** : Parmi l'offre de 186 formations proposées par 64 établissements dispensant 67 diplômes ou titre de certification (du CAP au master spécialisé), les métiers de l'amont de la filière (sylviculture, bois-énergie) ne sont que très peu couverts. A l'inverse, les formations dans les métiers de la menuiserie, de l'agencement, de l'art du bois et de design sont les plus représentées. Les diplômes de niveau 3 (infra bac) paraissent être peu attractifs avec en moyenne 20% de places non occupées (43% pour les formations en sylviculture et bucheronnage, et 33% pour la charpente).

**Dans le même temps, les métiers de tous des segments de la filière** (entretien-exploitation des forêts, plateformes bois-énergie, charpente et construction bois) **sont en extrême tension**. Les difficultés de recrutement sont le premier frein invoqué par les acteurs de la filière pour leur implantation et leur développement en Île-de-France.

- **Principaux enjeux :**

**Structurer une offre de formation attractive et adaptée aux enjeux de la filière.** Concernant la formation professionnelle (compétence régionale), l'offre existante devra avant tout s'adapter aux besoins en compétences et en emplois des entreprises qui recrutent. Concernant la construction biosourcée, il s'agira de permettre la montée en compétence à grande échelle des métiers traditionnels du béton vers les nouveaux modes constructifs bois, matériaux biosourcés, constructions mixtes... Quant aux formations qui répondent aux défis majeurs pour la filière (retrouver des capacités et des compétences pour intervenir en forêt et valoriser les bois sur le territoire), mais dont les taux de participation et d'embauche à la sortie

restent très faibles (faute d'entreprises qui recrutent), la mobilisation de dispositifs complémentaires et innovants sera nécessaire.

**Développer la communication et l'orientation vers les métiers de la forêt et du bois.**

Les efforts d'information et de communication déployés par les acteurs de la filière sont significatifs depuis plusieurs années (campagne sur les métiers portée en 2020 par France Bois Forêt et diffusée dans les transiliens, communication axée sur les métiers lors du prochain festival des nuits des forêts, juin 2023, ...). L'interprofession FIBOIS IDF et ses adhérents vont également à la rencontre des scolaires et des jeunes lors des forums pour l'emploi, lycéens... Ces efforts méritent d'être soutenus et coordonnés avec les actions pour l'orientation des jeunes, et pour le conseil vers le retour à l'emploi.

- **Principales interventions :**

**Sous le pilotage du pôle formation professionnelle et apprentissage de la Région Île-de-France, les recommandations de l'étude prospective des besoins en emplois et compétences pour la filière forêt-bois francilienne, portée par FIBOIS IDF** (avec le soutien du Plan France 2030 dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt « Compétences et Métiers d'Avenir »), seront prises en compte dans la mise en œuvre opérationnelle des dispositifs de soutien à la formation.

Cela pourra concerner le programme régional des formations pour l'emploi (PRFE pour 2022-2026) mais également des dispositifs spécifiques permettant de soutenir des projets expérimentaux ou innovants tels que le pacte régional d'investissement dans les compétences, les appels à projets pour les actions territorialisées, la création d'écoles de production sur les métiers de la forêt et du bois... L'ensemble de ces dispositifs sera porté à connaissance des acteurs de la filière, au côté des organismes de formation, afin de favoriser leur mobilisation.

- **Action prioritaire :**

**Porter un pacte pour l'emploi et la formation avec les représentants de la filière et les services de l'Etat** (DRIAFA, DRIEETS, Pôle Emploi et les Opérateurs de compétences de la filière (Ocapiat, AKTO, 2i, Constructys).

Cette initiative pourra amener la Région à mobiliser tous ses leviers d'intervention, avec notamment :

- L'adaptation du programme régional des formations pour l'emploi (PRFE) aux besoins en emplois et compétences (étude FIBOIS IDF) ;
- Le déploiement d'actions expérimentales et/ ou innovantes (soutenues par le PRIC, des appels à projets territoriaux), la mise en relation des entreprises qui recrutent avec les jeunes en formation et les publics en recherche d'emploi (meet up dédiées à la filière), la création d'écoles de production dans les métiers de la forêt et du bois, reposant sur l'initiative des entreprises ;
- L'intervention de l'Agence régionale de la promesse républicaine et de l'orientation (ORIANE) dans le cadre de ses 3 missions : l'orientation scolaire et professionnelle, la lutte contre le décrochage, la remobilisation et l'insertion des franciliens éloignés de l'emploi.

**Indicateurs de résultats (suivis annuellement) :**

- Nombre d'événements (présentiel) organisés et nombre de participants ;
- Nombre de personnes intégrées (stage, alternance, emploi) dans une entreprise de la filière (enquêtes auprès des entreprises mobilisées)

## Ambition 4 - Faire de l'Île-de-France un pôle d'innovations pour la forêt et le bois français

### • Principaux constats :

Après avoir longtemps peiné à s'imposer en Île-de-France, **la construction bois est en progression constante**. Sa part dans le marché francilien de la construction est passée de moins de 3% en 2018 à plus de 7% en 2021 (observatoire francilien de la construction bois, FIBOIS IDF-IPR-Nomadéis). Ainsi, l'Île-de-France est la région la plus dynamique en matière de construction en bois : 18% des logements bois construits en France sont situés dans la région capitale. La mise en application progressive de la réglementation environnementale des constructions (RE 2020) va mécaniquement accroître les solutions bois et biosourcés dans le marché de la construction : d'ici à 2030, la **part de la construction biosourcée pourrait représenter plus de 35% des surfaces de plancher**, principalement dans les bâtiments recevant du public et résidentiels (Nomadéis / Fibois Île-de-France, 2021).

**Les perspectives de croissance du marché francilien de la construction bois impliquent d'organiser et de sécuriser les approvisionnements en produits bois.** Plusieurs majors du BTP s'engagent sur des volumes très significatifs, en particulier en Île-de-France. Il en va de même des aménageurs franciliens qui prescrivent tous le bois dans leurs opérations. Ainsi, les volumes en produits bois importés sur le territoire francilien ne feront qu'augmenter. Même si le volume de bois d'œuvre exploité dans les forêts franciliennes tend à augmenter (100 000 m<sup>3</sup>/an à date) et à être davantage transformé, l'offre restera sans commune mesure avec les besoins estimés. A titre d'exemple, 125 000 m<sup>3</sup> de bois seront nécessaires pour atteindre les engagements des 45 signataires du Pacte Bois-Biosourcés à la fin de l'année 2022, pour un total de 1.654 millions m<sup>2</sup> de surface de plancher avec en moyenne 35 kg/m<sup>2</sup> de bois intégré.

**La réhabilitation, l'extension et la surélévation des constructions existantes est une priorité pour atteindre le double impératif du ZEN et du ZAN qui guide l'élaboration du SDRIF-E.** Sur le territoire francilien, les acteurs et les entreprises des filières bois et biosourcés (chanvre, paille) développent des solutions d'isolations innovantes (bois-paille, bois-chanvre...) qui trouvent leurs premiers débouchés dans des opérations démonstratives. L'emploi de ces produits et procédés, qui relève de pratiques "non courantes", nécessite de réaliser des évaluations (Avis Technique d'Expérimentation - ATEx) pour obtenir des autorisations réglementaires et assurantielles.

Enfin, **la ressource en bois étant très majoritairement feuillue** (3/4 de la surface forestière française et 94 % de la surface francilienne), les **efforts d'innovation et d'investissement pour développer l'usage de produits bois feuillus dans la construction et l'aménagement** restent à poursuivre et amplifier. La première région en termes de surfaces à construire ou réhabiliter en bois à horizon 2030 a pleinement vocation à contribuer à la structuration d'une offre de produits bois feuillus français à l'échelle interrégionale et à sa massification sur le territoire francilien.

### • Principaux enjeux :

#### **Positionner l'Île-de-France en leader des innovations pour l'avenir des forêts et les usages durables des bois français**

Bien que représentant 2 % du territoire national, l'Île-de-France concentre l'essentiel du marché - actuel et prévisionnel - de la construction bas carbone reposant sur des solutions biosourcées. Ainsi, la région capitale a vocation à bénéficier des politiques - nationales et européennes – en faveur des forêts et des usages durables du bois : instruments européens découlant du pacte vert pour l'Europe, programme stratégique national pour la mise en œuvre du FEADER, plan d'investissement France 2030 pour la filière forêt-bois.

Afin d'exploiter pleinement le potentiel d'accélération de la transition écologique de la filière forêt-bois française, l'Île-de-France représente un territoire privilégié pour innover et expérimenter des pratiques vertueuses : gestion durable des forêts ancrées dans la gouvernance des territoires, usages en cascade des bois, en particulier français et feuillus, et pour la réhabilitation des logements.

- **Principales interventions :**

**Il est proposé que la Région s'engage pour l'innovation dans 3 domaines prioritaires :**

- **La R&D pour préserver les forêts franciliennes** : il s'agira, en lien avec les réseaux scientifiques et techniques constitués au plan national (réseau français AFORCE pour l'adaptation des forêts au changement climatique) et européen (notamment the European Forest Institute, EFI) de soutenir le déploiement d'expérimentations dans les forêts – publiques et privés – franciliennes. Pour ce faire, les enseignements et les résultats de projets portés par ces réseaux seront diffusés et déployés par les partenaires de la Région. Cela pourra par exemple concerner le projet ESPERENSE, coordonné par le CNPF-IDF, qui vise à constituer un réseau de « jardins » forestiers expérimentaux, rassemblant des essences et provenances locales et nouvelles, pour étudier leur adaptation génétique au changement climatique, ou encore le projet RENEssences, porté par l'ONF, qui consiste à créer des "jardins" forestiers expérimentaux, rassemblant des essences et provenances locales et nouvelles, pour étudier leur adaptation génétique au changement climatique.
- **La R&D pour développer les usages des bois français, en particulier feuillus dans le secteur de la construction, et de l'aménagement (intérieur, extérieur)** : il s'agira notamment de soutenir les projets innovants et expérimentaux intégrant des produits bois, en particulier français, dans les opérations de rénovation, réhabilitation, extension et surélévation (non couvert par la RE 2020) dans le but de démontrer leurs bénéfices sur la performance énergétique, le bilan carbone, la qualité d'usage des bâtiments...
- **L'émergence de pôles territoriaux** permettant de mettre en synergie diverses activités de la filière forêt-bois (productives, d'innovation, et de formation autour des usages circulaires et durables du bois) : il s'agira notamment d'accompagner et de soutenir, au côté des collectivités locales, les projets reposant sur les principes de l'écologie industrielle et de l'économie circulaire, qui favorisent les synergies entre les activités de production, formation, et R&D....

- **Action prioritaire :**

**Soutenir l'innovation pour la valorisation des bois français, notamment feuillus, et la réhabilitation en bois.**

**Plusieurs leviers pourront être activés :**

**Tout d'abord, en amendant le dispositif Réflexe Bois Biosourcés afin de soutenir les prestations pour des opérations démonstratives visant une part significative de bois en particulier français et / ou feuillus**, notamment dans le secteur de la réhabilitation. Le type de prestations pourra concerner aussi bien l'ingénierie de conception, réalisation et de mise en œuvre des opérations intégrant du bois français et feuillus, que l'ingénierie pour la labellisation bas carbone des projets de construction et de réhabilitation selon les 2 nouvelles méthodes approuvées début 2023 par le Ministère de la Transition énergétique :



- Méthode « Rénovation : produits réemployés et autres produits », développée par le CSTB, ayant pour but de valoriser la réduction de GES liée à l'emploi de matériaux moins émetteurs tels que le bois ;
- « Bâtiment Neuf », développée par l'association pour le développement du Bâtiment Bas Carbone (BBCA), ayant pour but de valoriser le stockage carbone à longue durée de vie des matériaux tels que le bois.

**Ensuite, en soutenant les opérations démonstratives (et leurs retours d'expériences, RETEX) permettant de démontrer les atouts du bois dans la réhabilitation** (carbone, environnementaux, qualité d'usage des logements notamment l'été ...), notamment en lien avec :

- les opérations soutenues au titre des appels à projets du FEDER pour 2022-2027 concernant le soutien à la rénovation énergétique de logements sociaux, en termes de maîtrise des consommations d'énergie, d'intégration d'énergies renouvelables, de gestion optimisée des déchets, de diminution des émissions de gaz à effet de serre et d'utilisation de matériaux bois et bio sourcés ;
- le Pacte Bois-Biosourcés francilien et les éventuels renouvellements des engagements des premiers signataires du Pacte pour 2020-2024, notamment de la Région, en tant que première collectivité signataire, qui intègre ses engagements dans le programme technique environnemental (PTE) pour la construction et la réhabilitation des lycées avec des objectifs d'intégration de bois de 35 kg/m<sup>2</sup>SDP minimum pour les constructions neuves, et 15 kg/m<sup>2</sup>SDP minimum pour les réhabilitations.

### 3. Feuille de route pour 2023-2025

Une feuille de route (annexée au rapport) identifie les actions prioritaires pour 2023-2025.

Sa mise en œuvre fera l'objet d'un suivi annuel, au sein d'un **comité de pilotage, présidé par le vice-président en charge de la stratégie régionale pour la forêt et le bois**.

**Ce comité sera réuni en lien avec la commission régionale forêt-bois** (articles R4-1 à R4-6 du code forestier) qui sera amenée à se réunir sous une coprésidence Etat/Région pour le suivi de la mise en œuvre de la politique forestière nationale en région.

Ce comité sera composé des partenaires associés à la mise en œuvre de l'acte 2 de la stratégie, notamment :

- **Les représentants d'acteurs de la filière francilienne** contribuant à l'atteinte des objectifs poursuivis par la Région, avec lesquels des conventions d'objectifs et de moyens, seront conclues ou renouvelées : FIBOIS IDF, Forêt privée francilienne (préciser), URCOFOR, Sylv'acces ... ;
- **Les collectivités territoriales** engagées pour l'avenir des forêts et du développement des filières bois franciliennes, notamment au regard de leurs actions en faveur de la maîtrise du foncier forestier, relevant prioritairement de l'initiative des conseils départementaux, du soutien aux investissements immobiliers dans le cadre de la compétence d'aménagement de zones d'activités et de développement économique, relevant de la compétence des intercommunalités... ;
- **L'Etat et les Etablissements publics** intervenant dans la filière ou en soutien à cette dernière (DRIAAF, DRIEAT, ONF, ADEME notamment), afin de conforter la cohérence et la complémentarité des interventions publiques ;
- **Les organismes associés à la Région (IDF nature, IPR-AREC)**, qui seront étroitement associés à la mise en œuvre de la feuille de route, et contribueront à la lisibilité de l'action régionale par le biais d'une information et d'une communication appropriée.

## **ANNEXE 3 : Pacte pour l'avenir des forêts privées francliennes**



# **PACTE POUR L'AVENIR DES FORETS PRIVEES FRANCILIENNES**

## **Engagements et actions à horizon 2030**

## Entre

La **Région Île-de-France**, sise à Saint-Ouen (93400) - 2 rue Simone Veil - représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse, en vertu de la délibération n° CR 2023-034 du 20 septembre 2023,  
ci-après dénommée « *la Région* »,

Et

La **délégation Île-de-France / Centre-Val de Loire du Centre National de la Propriété Forestière (CNPf)**, sise à Orléans (45023) – 5 rue de la Bourie rouge - représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre Piganiol,  
ci-après désignée « *le CNPF* »,

Et

Le syndicat **Fransylva Île-de-France**, sis à Paris (75 008) – 6 rue de la Trémoille – représenté par son Président, Monsieur Rémi Foucher,  
ci-après dénommé « *Fransylva Île-de-France* »,

Et

La **Chambre d'Agriculture de la région Île-de-France**, sise à Paris (75008) – 19 rue d'Anjou – représenté par son Président, Monsieur Christophe Hillairet,  
ci-après dénommée « *CAR Île-de-France* »,

Et

L'interprofession **FIBOIS Île-de-France**, sise à Paris (75013) – 24 rue du champ de l'alouette – représentée par son Président, Monsieur Paul Jarquin,  
ci-après dénommée « *FIBOIS Île-de-France* »,

ci-après désignées séparément, une « **Partie** » et, ensemble les « **Parties** ».

## PREAMBULE

Avec près de 20 % (plus de 12 millions d'habitants) occupant 2% du territoire métropolitain, la région Île-de-France est dotée d'un important patrimoine forestier sur près du quart de son territoire. Occupant 263 000 hectares d'espaces de nature, les forêts sont essentiellement privées (à 67%) pour près de 177 000 hectares, appartenant à environ 148 000 propriétaires.

Les forêts privées franciliennes ne font pas exception au contexte national, avec une structure marquée par un fort morcellement (la surface moyenne par propriétaire est à peine supérieure à 1 hectare), et 46 % de leur superficie (forêts de plus de 25 ha détenues par 1039 propriétaires) soumise à l'obligation d'adopter un plan simple de gestion. Ainsi, diverses problématiques sont bien identifiées sur le territoire : propriétaires non identifiés, difficultés dans la mise en œuvre d'une gestion forestière, faible mobilisation de bois ...

Le déficit de gestion entraîne un vieillissement des peuplements et, par voie de conséquence, diminue la fonction de puit de carbone des écosystèmes forestiers et leur résilience au changement climatique. Par ailleurs, la tendance à la dégradation de l'état sanitaire des forêts rend compte de l'impact causé par le climat : la chalarose du frêne ainsi que l'encre du châtaignier progressent d'année en année, entraînant ainsi le dépérissement puis la mort de milliers d'arbres (en attestent les bilans du DSF).

Pour autant, les forêts privées franciliennes ne sont pas dénuées d'atouts et il est primordial de les valoriser. Ainsi, leur composition essentiellement feuillue (à 93%), notamment en chênes sessiles, pédonculés et châtaigniers, peut permettre une valorisation en bois d'œuvre de qualité, et ainsi alimenter toute une filière pourvoyeuse d'emplois non délocalisables dans les territoires ruraux.

Ces constats appellent une action forte et conjointe de la Région avec les organismes travaillant auprès des propriétaires forestiers privées pour **adapter les forêts privées au changement climatique**, desquels :

- La délégation Île-de-France / Centre-Val de Loire du CNPF assure la gestion durable des forêts privées, notamment via l'agrément des documents de gestion durable ; apporte un appui technique sur la sylviculture durable et multifonctionnelle ; contribue à l'innovation afin d'adapter les pratiques sylvicoles dans un contexte de changement climatique et participe au développement économique des territoires et de la filière forêt-bois, en incitant à la mobilisation du bois.
- Le syndicat Fransylva Île-de-France représente et défend les propriétaires forestiers et la forêt privée auprès des pouvoirs publics français et européens, des partenaires de la filière forêt-bois et des organismes non-gouvernementaux impliqués dans la filière forêt-bois. Sa section francilienne regroupe plus de 700 propriétaires.
- La Chambre d'agriculture de la région Île-de-France exerce des missions de service public et d'intervention qui visent à accompagner le développement agricole et forestier du territoire. Son action auprès de la forêt privée francilienne est précisée dans son Programme Régional Valorisation Bois et Territoires (PRVBT) établi pour la période 2019-2024. Outre ce pacte, une convention de partenariat avec la Région, établie sur trois ans (2022-2024), cadre les interventions de cet organisme régional.
- L'interprofession FIBOIS Île-de-France fédère depuis 2004 l'ensemble des professionnels de la forêt et du bois en Île-de-France, informe et accompagne les acteurs de la construction, forme les professionnels et les donneurs d'ordre, assure la promotion du bois feuillu d'Île-de-France et la mixité des bois biosourcés, sensibilise la société civile et accompagne tous les acteurs vers la transition écologique. Les différences instances animées par l'interprofession, desquels figure le Copil amont forestier, sont d'autant plus de supports pour la cohérence et mise en réseau des actions menés par l'ensemble des acteurs de la filière. Outre ce pacte, une convention de partenariat avec la Région, renouvelée annuellement, cadre les interventions de l'interprofession régionale.

La Région a fait de la lutte contre le réchauffement climatique une de ses priorités. Sa mobilisation s'est notamment traduite par l'adoption d'un Plan Régional d'Adaptation au changement Climatique (PRACC, rapport n° CR 2022-058 du 21 septembre 2022), une stratégie structurante dans le temps long qui comporte diverses actions dédiées à la forêt. Cette ambition converge

avec celles portées par l'acte 2 de la Stratégie Régionale Forêt Bois (SRFB), dont les 4 ambitions sont les suivantes :

1. Fédérer les acteurs forestiers et la société civile pour l'avenir des forêts franciliennes face aux dérèglements climatiques ;
2. Développer un tissu diversifié d'entreprises de la filière pour la transition écologique de l'économie francilienne ;
3. Développer les emplois et les compétences en adéquation avec les besoins de la filière ;
4. Faire de l'Île-de-France un pôle d'innovations pour la forêt et le bois français.

Le présent pacte est élaboré dans ce cadre, et constitue ainsi une action prioritaire de cette stratégie (document cadre approuvé par le conseil Régional du 20 septembre 2023, CR 2023-034). C'est pourquoi la Région souhaite s'associer au CNPF, à Fransylva, à la Chambre d'Agriculture de la Région Île-de-France et à FIBOIS Île-de-France, afin de soutenir la gestion durable des forêts privées, dans un objectif premier d'adaptation au changement climatique.

## EN CONSEQUENCE DE QUOI, IL EST CONVENU CE QUI SUIT

### ARTICLE 1 - OBJET

Le présent pacte s'inscrit dans le cadre de la Stratégie Régionale pour la Forêt et le Bois 2 (SRFB), et constitue par ailleurs une action prioritaire de l'axe 1 intitulé « *Fédérer les acteurs forestiers et la société civile pour l'avenir des forêts franciliennes face au dérèglement climatique* ». Ce pacte s'insère également dans les priorités du PRACC qui porte une ambition forte d'adaptation des forêts franciliennes au climat futur. La Région souhaite ainsi s'associer aux organismes franciliens travaillant au plus près des propriétaires privés, desquels : la délégation francilienne du CNPF, le syndicat Fransylva, la Chambre d'Agriculture Régionale d'Île-de-France et l'interprofession FIBOIS Île-de-France. Ce pacte est établi autour des 3 objectifs approuvés et poursuivis par les parties :

1. **Augmenter** les surfaces de forêts privées bénéficiant de pratiques de gestion durable intégrant les enjeux d'adaptation au changement climatique ;
2. **Participer** au déploiement du fonds forestier francilien en contribuant à l'expérimentation de la démarche portée par l'association Sylv'acctes ;
3. **Prévenir** et traiter les risques, notamment incendie, ainsi que les conflits avec les riverains et usagers des forêts.

### ARTICLE 2 - ENGAGEMENTS RECIPROQUES

Les Parties s'engagent à contribuer aux 3 objectifs précités, en réalisant des actions qui relèvent de leurs domaines d'intervention, sujets sur lesquels elles collaborent de manière non-exclusive.

**2.1 Augmenter** les surfaces de forêts privées bénéficiant de pratiques de gestion permettant de favoriser la vitalité et la résilience des peuplements tout en favorisant leur adaptation aux aléas climatiques ;

Les partenaires du présent pacte seront amenés à se mobiliser auprès des propriétaires forestiers franciliens, d'une part, pour identifier ceux qui ne sont pas dotés de documents de gestion durables volontaires et, d'autre part, pour leur apporter le conseil et l'appui dont ils ont besoin, dans une perspective de remise en gestion des propriétés privées forestières franciliennes.

**2.2 Participer** au déploiement du fonds forestier francilien (expérimentation de la démarche Sylv'acctes).

Ce fonds francilien, dont l'approche se veut participative et collaborative, permettra d'agir à l'échelle locale, en prenant en compte les itinéraires techniques recommandés par les gestionnaires et experts forestiers mobilisés à l'échelle d'un massif. Une mobilisation des propriétaires privés est donc souhaitée, afin de faire émerger des projets de renouvellement et faire en sorte d'orienter le financement de ces derniers vers le fonds forestier créée et porté par la Région Île-de-France.

**2.3 Prévenir et traiter les risques, notamment incendie, et les conflits (avec les riverains et usagers des forêts)**

Bien que les incendies dans les forêts franciliennes soient actuellement peu conséquents et extrêmement localisés, il est incontestable que le phénomène risque de s'amplifier, avec des feux qui sont voués à être plus fréquents et plus sévères au fur et à mesure des années. Le changement climatique va engendrer l'apparition de climats plus secs et venteux, ce qui favorisera la combustion et la propagation des feux de forêt. L'Île-de-France n'échappe pas à ce phénomène, et voit l'ampleur du risque incendie de forêt accentuée par une forte concentration de population dans un espace où forêts et zones urbaines sont étroitement imbriquées. Ainsi, la gestion de ce risque – en particulier – doit être anticipée dès à présent pour minimiser l'impact en forêt et pour les populations. C'est pourquoi, le risque incendie sera traité prioritairement via ce pacte. Une première action consistera en l'élaboration de l'atlas des massifs à risques, co-réalisé par le CNPF Île-de-France / Centre-Val-de-Loire et l'IPR.

Les autres risques (sanitaires/tempête) sont eux aussi voués à être plus fréquemment rencontrés, considérant l'impact du climat futur. C'est pourquoi les Parties se mobiliseront pour inciter les propriétaires forestiers privés à adapter leurs modes de gestion, et ainsi accroître la résilience des forêts.

### **ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS DE LA DELEGATION FRANCILIENNE DU CNPF, DE FRANSYLVA ET DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE**

Les Parties s'engagent à participer aux échanges conduits avec l'ensemble des signataires du présent pacte (et partenaires étendus, tels que les PNR, les GAL et l'UR COFOR), ainsi que les gestionnaires forestiers privés (experts, coopératives, Gestionnaires Forestiers Professionnels, et plus généralement tout acteur membre du COPIL « amont forestier » de FIBOIS Ile-de-France), afin de contribuer à la création d'un écosystème francilien autour de la résilience et de l'adaptation des forêts privées au changement climatique et de la sensibilisation à la gestion forestière. Le pilotage de ce Pacte sera assuré par la Région, et l'animation par l'interprofession FIBOIS IDF.

Les Parties s'engagent à prendre part à l'expérimentation de la démarche Sylv'acctes en Île-de-France, et à son éventuel déploiement pour la mise en œuvre du fonds forestier francilien créé par le PRACC. L'engagement des parties repose sur le type d'actions suivantes : identification des territoires répondant aux critères portés par Sylv'acctes et la Région ; mobilisation des acteurs territoriaux, dans l'optique de faciliter l'émergence de projets finançables par cette initiative (propriétaires, élus, associations, gestionnaires, experts forestiers, ...).

Pour garantir l'efficacité des actions portées par ce pacte, les parties s'engagent à mobiliser les propriétaires privés, qui ne sont pas soumis à l'obligation d'adopter un plan simple de gestion pour leur forêt, en particulier ceux dont la propriété est comprise entre 4 ha et le seuil d'adoption d'un document de gestion durable (25 ha à date). Ainsi, à date, près de 2 188 ha de forêts



privées franciliennes sont dotées d'un PSG volontaire, représentant 120 propriétés ; 1 109 ha de forêts sont couverts par un CBPS, représentant 98 documents en cours de validité et 1 951 ha de forêts sont couvertes par un RTG, représentant 129 propriétés (Rapport d'activités 2022 du CNPF IDF/CVL). Ainsi, les propriétaires non dotés d'un tel document de gestion seront incités à en élaborer un, et seront ainsi prioritairement conseillés et appuyés dans leurs demandes de soutiens visant à gérer durablement leurs forêts, dans un objectif premier d'adaptation au changement climatique.

Pour réunir les conditions essentielles à la conduite des actions de ladite convention, les organismes de la forêt privée s'engagent à transmettre les données relatives à la structure de la forêt privée francilienne tels que le nombre de propriétaires localisés sur le territoire, les surfaces couvertes par un document de gestion durable (Règlement Type de Gestion, Codes des Bonnes Pratiques Sylvicoles, Plan Simple de Gestion), les surfaces non couvertes par un DGD volontaire ou toute autre donnée valorisable par le biais de ce partenariat.

De manière plus spécifique, le CNPF s'engage à mobiliser ses ressources internes afin de partager les données, bonnes pratiques et retours d'expériences ayant trait à la R&D en forêt privée, et plus particulièrement ceux en lien avec le changement climatique et son impact en forêt. Pourront ainsi être mobilisées les équipes du CNPF ou de l'IDF (Institut pour le Développement Forestier).

#### **ARTICLE 4 - ENGAGEMENTS DE LA REGION**

La Région s'engage à désigner un point de contact unique pour le suivi du présent Pacte et les sujets connexes. Le service Ruralité et Bioéconomie sera le référent et interviendra en étroite coordination avec les autres services de la Région, notamment ceux en charge du suivi des parcs naturels régionaux et des territoires LEADER, autant que besoin. Ces territoires sont fortement impliqués sur la thématique forestière, et comportent, dans leurs chartes ou programmes d'actions, respectivement, des axes de travail dédiés au développement des usages du bois tout en intégrant à la préservation des écosystèmes forestiers.

La Région assurera le pilotage politique de cette initiative et sera appuyée par les organismes signataires du présent Pacte pour faire émerger des projets dans les territoires.

La Région s'engage à coordonner le présent pacte avec la convention de partenariat la liant à l'ONF et à IDF Nature pour l'adaptation des forêts publiques franciliennes au changement climatique (CP 2021-198, du 1<sup>er</sup> avril 2021). Un comité de suivi commun sera ainsi programmé annuellement (article 6).

De manière spécifique, la Région favorisera la sensibilisation et la mobilisation des territoires, franciliens et des entreprises, eu égard de ses compétences, sur les enjeux et les actions découlant du pacte, notamment pour la remise en gestion des forêts privées selon des démarches participatives, à l'instar de la démarche Sylv'actes qui sera expérimentée sur des territoires pilotes pour son éventuel déploiement à horizon 2030.

La Région s'engage à mobiliser des moyens financiers pour toute action relevant du présent pacte. Ainsi, pourront être mobilisés, entre autres :

- le soutien aux actions de conseil et d'aide à la décision apportées aux propriétaires forestiers (via le soutien au CNPF et autres organismes contribuant aux priorités du Pacte) ;

- le soutien à l'élaboration de documents de gestion durables volontaires et aux diagnostics sylvo-climatiques, via le dispositif dédié ;
- le soutien à la gestion durable et à la structuration d'une filière forêt bois, via les mesures du FEADER ;
- le soutien aux actions des Parcs Naturels Régionaux inscrites dans les contrats de Parcs.

De manière générale, la Région s'engage à étudier les possibilités de financement des projets entrant dans le cadre du dit pacte, dans le respect des lois et réglementations en vigueur ainsi que des conditions d'attributions qu'elle définit dans le cadre des dispositifs de droit commun.

Enfin, la Région s'engage à faciliter les collaborations avec l'ensemble de ses partenaires, afin de contribuer à la création d'un écosystème francilien autour de la résilience et de l'adaptation des forêts privées au changement climatique et de la sensibilisation à la gestion forestière.

## ARTICLE 5 - MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Le présent pacte sera mis en œuvre par chacun des partenaires, dans le cadre de leurs actions respectives et fera aussi l'objet de projets portés conjointement, à l'instar de l'expérimentation de la démarche Sylv'actes prévue pour 2023-2025.

Les contributions des partenaires à l'atteinte des objectifs du présent pacte pourront faire l'objet d'un soutien régional, qui sera amené à évoluer annuellement, selon les résultats des actions menées, et suivi annuellement.

## ARTICLE 6 – MODALITES DE SUIVI ET D'EVALUATION

Le suivi et la coordination des actions découlant du présent pacte est assuré dans le cadre du comité des acteurs de l'amont forestier réuni et animé par l'interprofession FIBOIS Île-de-France. Ce comité est organisé en étroite coordination avec le comité de suivi de la convention tripartite liant l'ONF, Île-de-France Nature et la Région (délibération n° CP2021-198 du 1<sup>er</sup> avril 2021), ceci pour la mise en synergie des actions conduites en forêt publique et privée.

L'évaluation des résultats visés par le présent pacte est quant à lui réalisé par un comité de pilotage réuni annuellement par la Région, réunissant les signataires du présent pacte.

Ce comité se réunit en tant que de besoin et au moins une fois par an. Il examine le bilan relatif à la mise en œuvre de ce pacte, dans le but de pouvoir orienter les priorités d'actions pour l'année suivante, et suit l'atteinte des objectifs fixés à horizon 2030, à savoir :

- **Augmenter d'au moins 50% les surfaces de forêts privées de plus de 10 ha dotées de documents de gestion durable - non obligatoires** - (PSG volontaires, RTG, CBPS) ;
- **Mobiliser au moins 100 propriétaires possédant une surface forestière de plus de 4 ha** dans la gestion de forêts déperissantes et / ou soumises à des impasses climatiques ;
- **Mobiliser 1M€ de financements participatifs** au profit de la gestion durable et adaptative des forêts privées.

## ARTICLE 8 – COMMUNICATION

Afin d'améliorer la visibilité de leurs actions et de permettre une valorisation des ambitions qu'elles portent, les Parties s'engagent à mettre en œuvre une coopération continue en matière de communication.

Pour chacune des thématiques visées, les Parties s'engagent à mentionner le soutien de l'une ou l'autre, sur l'ensemble de leurs supports de communication. Chacune des Parties s'engage à valoriser l'action de l'autre Partie, par une communication et un rappel du partenariat dès que possible. Cette communication utilisera notamment les réseaux sociaux et les relations avec la presse.

Par ailleurs, la communication dédiée à chacun des objectifs de la présente convention pourra donner lieu à des échanges spécifiques entre les services compétents des Parties.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 5 exemplaires originaux

Le

*La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France*

Valérie PECRESSE

Le

*Le Président de la délégation francilienne du Centre National de la Propriété Forestière*

Jean-Pierre PIGANIOL

Le

*Le Président du syndicat Fransylva Île-de-France*

Rémi FOUCHER

Le

*Le Président de la Chambre d'Agriculture de la Région Île-de-France*

Christophe HILLAIRET

Le

*Le Président de l'interprofession FIBOIS Île-de-France*

Paul JARQUIN

## **ANNEXE 4: convention CNPF**

## CONVENTION N°23007000

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,  
En vertu de la délibération n° CP 2023-367 du 21 septembre 2023  
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : Centre National de la Propriété Forestière (CNPF), délégation Île-de-France Centre-Val de Loire  
dont le statut juridique est : Etablissement public national à caractère administratif  
N° SIRET : 180 092 355 00478  
Code APE : 84.13Z  
dont le siège social est situé au : 5, rue de la Bourie rouge - 45000 Orléans  
ayant pour représentant Monsieur Gaël LEGROS, Directeur de la délégation territoriale  
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

**Ci-après désignées collectivement les « Parties ».**

### **PREAMBULE :**

La Région a conclu un pacte pour l'avenir des forêts privées franciliennes avec les organismes représentant les acteurs de la forêt privée (desquels figurent : le Centre National de la Propriété Forestière (CNPF), délégation Île-de-France Centre-Val de Loire ; la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France ; le syndicat Fransylva et l'interprofession FIBOIS IDF) dans le cadre de l'acte 2 de la stratégie régionale pour la forêt et le bois (SRFB) adoptée par délibération n° CP 2023-367 du 21 septembre 2023.

Le bénéficiaire a présenté un programme d'actions pour 2024 répondant aux 3 objectifs approuvés par les parties signataires du pacte, à savoir :

1. **Augmenter** les surfaces de forêts privées bénéficiant de pratiques de gestion durable intégrant les enjeux d'adaptation au changement climatique ;
2. **Participer** au déploiement du fonds forestier francilien en contribuant à l'expérimentation de la démarche portée par l'association Sylv'acctes ;
3. **Prévenir** et traiter les risques, notamment incendie, ainsi que les conflits avec les riverains et usagers des forêts.

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir un soutien financier au titre du dispositif « Soutien régional des structures œuvrant dans les secteurs de la forêt, du bois et des matériaux biosourcés (fonctionnement) » adopté par la délibération n°CP2018-228 du 30 mai 2018.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier révisé par délibération n° CP 2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

La Région informe le bénéficiaire que la subvention est attribuée sur la base du régime d'aides exempté n° SA.108915, relatif aux aides aux investissements, à l'assistance technique, à la recherche et au développement et à la coopération dans le secteur forestier pour la période 2023-2029, adopté sur la base du règlement (UE) 2022/2472 de la Commission européenne du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, publié au Journal Officiel de l'Union européenne (JOUE) du 21 décembre 2022.

### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par délibération n° CP 2023-367 du 21 septembre 2023, la Région Île-de-France a décidé de soutenir le Centre National de la Propriété Forestière (CNPF), délégation Île-de-France Centre-Val de Loire pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe à la présente convention : Soutien à la feuille de route 2024 contribuant au pacte pour l'avenir des forêts privées franciliennes (référence dossier n° 23007000).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 79,84% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 87 672,00€, soit un montant maximum de subvention de 70 000 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe à la présente convention.

## **ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE**

### **ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE**

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe à la présente convention.

### **ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE**

Le bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

### **ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE**

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

### **ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA PUBLICATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU ALTERNANCE(S)**

Le bénéficiaire s'engage à publier 2 offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

### **ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES**

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conservar pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

## **ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION**

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la « *Charte de visibilité régionale* » disponible sur [www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF](http://www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF) dont les principes sont :

### **Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :**

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

### **Relations presse / relations publiques :**

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

### **Visibilité provisoire et pérenne :**

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

### **Justificatifs de visibilité :**

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

### **Organisation d'un temps protocolaire :**

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.



Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale. Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

**ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

**ARTICLE 3.1 : CADUCITE**

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

**ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT**

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

**ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES**

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention, et dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

**ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE**

Toute demande de solde est ferme et définitive.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui comprend l'ensemble des dépenses de l'action subventionnée. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Ce document est accompagné d'un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

### **ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE**

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

### **ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES**

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 21 septembre 2023 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

### **ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 21 septembre 2023.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

### **ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

### **ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION**

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

#### **ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

#### **ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et son annexe (programme d'actions pour 2024) ainsi que l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2023-367 du 21 septembre 2023.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La Présidente  
du conseil régional d'Île-de-France

Valérie PECRESSE

Le

Le Directeur de la délégation territoriale Île-de-France / Centre-Val de Loire du CNPF

Gaël LEGROS



## Feuille de route 2024

Axe		Objectif		Action(s)	Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultats	Coût axe
			Animation territoriale locale Sylv'acctes	Participation aux comités locaux d'élaboration des Projets Sylvicoles Territoriaux (PST)	3-4 réunions / territoires	Finaliser les PST	7 400 €
1	Adapter les forêts privées au changement climatique et aux risques associés	1	<b>Action centrale :</b> <b>Accompagner les propriétaires pour les aider à identifier les problèmes sanitaires, les risques (incendies de forêts, tempête, ...), arbitrer la nécessité d'intervenir en forêt et dessiner des options sylvicoles à prendre</b>	Réalisation de vistes-conseils individuelles, sur sollicitation de propriétaires touchés, ou sur zones identifiées comme sensibles par le DSF. Actions à mettre en place prioritairement dans les territoires Sylv'acctes	Environ 50 visites	Surfaces supplémentaires (ha) de forêts remises en gestion	31 438 €
		2	Réaliser des diagnostics sylvo-climatiques (BioClimSol, Clim'essences, Archi, Deperis, ...)	Réalisation de diagnostics spécifiques en fonction de l'action n°1	10 diagnostics		
		3	Mise en place d'un réseau expérimental innovant sur le changement climatique en forêt privée (ilôts d'avenir, itinéraires techniques adaptatifs)	Initiation de la recherche de propriétaires volontaires pour des ilots d'avenir et de sources de financements adaptées, pré-réservation des plants, montage de dossiers. Recherche de sites pilotes et définition de protocoles d'itinéraires techniques adaptatifs, pour des peuplements résilients.	Phase préparatoire : identification de 3 à 4 projets d'ilots d'avenir et de 2 sites pilotes itinéraires sylvicoles adaptatifs		

Axe		Objectif		Action(s)	Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultats	Coût axe
2	Accompagner les propriétaires et gestionnaires forestiers à la gestion durable de leurs forêts	4	<b>Action centrale : Sensibiliser les propriétaires de 10 à 25 ha à l'utilité de disposer d'un document de gestion durable forestière</b>	Identification cadastrale des propriétés de plus de 10 ha, hiérarchisation des priorités et envoi d'un courrier ciblé. Prise de RDV et visite de terrain aux propriétaires ayant manifesté un intérêt. Actions à mettre en place prioritairement dans les territoires Sylv'acctes	Etablissement d'une liste priorisée Env. 20 à 50 visites réalisées.	Nombre de dossiers déposés pour le soutien à l'élaboration de DGDs (cible : 25/an) 2024 : 10  Montants des financements mobilisés / montants totaux des travaux	<b>38 835 €</b>
		5	Assurer un appui de terrain (en relai de la plate-forme plantonsdesarbres.org) à l'ingénierie financière et au montage de projets, en optimisant l'utilisation des dispositifs existants (aides FEADER, mécénat privé, aides France 2030, Label Bas-Carbone, Sylv'acctes / fonds PRACC)	Ingénierie financière et recherche de financement adapté pour des projets de renouvellement forestier pour les propriétaires et gestionnaires. Appui technique au montage de dossiers de financement.	Finalisation de 3 projets de renouvellement financés		
		6	Réaliser des diagnostics de biodiversité (IBP, inventaires faune/flore)	Recherche de propriétaires volontaires et réalisation de diagnostics	2 à 5 diagnostics réalisés		
		7	Accompagner les propriétaires par des visites-conseil pour les aider à mobiliser du bois dans des conditions réglementaires, techniques, environnementale et économiques satisfaisantes. Favoriser les regroupements de chantiers (desserte, exploitation forestière, sylviculture)	Appui aux gestionnaires forestiers pour réaliser des opérations collectives : visites-conseil pour susciter des chantiers en "tâche d'huile" et relai technique pour favoriser les bonnes pratiques de gestion	Appui à 5 chantiers collectifs		

Axes SRFB n°2

:

- 1  Fédérer les acteurs de la filière et de la société civile pour l'avenir des forêts franciliennes face au changement climatique
- 2  Poursuivre les efforts de structuration d'un tissu diversifié d'entreprises de la filière

**DOSSIER N° 23007000 - Soutien à la feuille de route de la délégation territoriale Île-de-France / Centre-Val de Loire du Centre National de la Propriété Forestière (CNPF)**

**Dispositif** : Soutien régional des structures œuvrant dans les secteurs de la forêt, du bois et des matériaux biosourcés (fonctionnement) (n° 00001095)

**Délibération Cadre** : CR2017-185 du 23/11/2017

**Imputation budgétaire** : 936-6312-657363-163011-1700

Action : 16301102- Forêt, bois et matériaux biosourcés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional des structures œuvrant dans les secteurs de la forêt, du bois et des matériaux biosourcés (fonctionnement)	87 672,00 € TTC	79,84 %	70 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		70 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : CNPF CENTRE NATIONAL DE LA PROPRIETE FORESTIERE - CRPF D'ILE DE FRANCE CENTRE

Adresse administrative : 5 RUE DE LA BOURIE ROUGE  
45023 ORLEANS CEDEX 1

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif

Représentant : Monsieur Gaël LEGROS, Directeur

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 21 septembre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Dans le cadre de la mise en œuvre du pacte pour l'avenir des forêts privées franciliennes adopté par délibération CP n°2023-367 relative à l'acte 2 de la Stratégie régionale pour la forêt et le bois, la délégation francilienne du Centre National de la Propriété Forestière (CNPF) porte un programme d'actions contribuant aux objectifs du Pacte, à savoir :

1. Augmenter les surfaces de forêts privées bénéficiant de pratiques de gestion durable intégrant les enjeux d'adaptation au changement climatique ;
2. Participer au déploiement du fonds forestier francilien en contribuant à l'expérimentation de la démarche portée par l'association Sylv'acques ;
3. Prévenir et traiter les risques, notamment incendie, ainsi que les conflits avec les riverains et usagers des forêts.

Ce programme (annexé à la convention) comporte trois actions pour l'année 2024 :

- Accompagner les propriétaires pour les aider à identifier les problèmes sanitaires, les risques (incendies

de forêts, tempête, ...), arbitrer la nécessité d'intervenir en forêt et dessiner des options sylvicoles à prendre ;

- Sensibiliser les propriétaires de 10 à 25 ha à l'utilité de disposer d'un document de gestion durable forestière ;
- Participer à l'animation territoriale locale permettant le déploiement du fonds forestier francilien (démarche Sylv'acctes).

Le CNPF réalisera ses actions auprès des propriétaires forestiers privés du territoire, en lien avec les autres organismes de l'écosystème forestier francilien (Chambre d'Agriculture de la région Île-de-France, experts et gestionnaires forestiers...) et, dans le cadre du lancement du fonds forestier du PRACC, ciblera son intervention sur les territoires faisant l'objet de l'expérimentation de la démarche Sylv'acctes.

Indicateurs de résultats :

- Nombre de dossiers déposés pour le soutien à l'élaboration de DGDs, pour l'année 2024 : 10.
- Surfaces supplémentaires (en ha) de forêts remises en gestion.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

#### Détail du calcul de la subvention :

La subvention intervient à hauteur de 79,84% de la dépense éligible.

#### Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réalisation d'études, préparation et organisation d'actions d'information, de sensibilisation, de formation à destination des propriétaires forestiers privés franciliens	77 672,00	88,59%
Communication	10 000,00	11,41%
Total	87 672,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	70 000,00	79,84%
Autofinancement	17 672,00	20,16%
Total	87 672,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.108915 adopté sur la base du RGEC 2022/2472 publié au JOUE du 21 décembre 2022, relatif à : aides aux investissements, à l'assistance technique, à la recherche et au développement et à la coopération dans le secteur forestier pour la période 2023-2029